

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 14, DIM 15, LUN 16 AVRIL 1979 - N° 896

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Les véritables enjeux de la construction européenne

Par le biais des élections de juin prochain, l'Europe est désormais solidement installée sur le devant de l'actualité. En Grande-Bretagne et en Italie, la question européenne apparaît comme un des thèmes essentiels des élections législatives qui vont se dérouler dans les semaines qui viennent. Ailleurs, les partis bourgeois fourbissent leurs armes avant l'affrontement que constitue l'élection de l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel. C'est notamment le cas en France, où les quatre grandes forces bourgeoises ont déjà, pour l'essentiel, déterminé leurs listes de candidats. Leurs préoccupations, telles qu'elles s'expriment à longueur de discours et de polémiques, donnent un premier éclairage de ce que sera l'enjeu des élections du 10 juin prochain : indiscutablement, les querelles de politique intérieure l'emportent, et de très loin, sur les questions concernant plus spécifiquement l'Europe. Ce qu'on peut déjà connaître des thèmes de campagne indique d'ailleurs qu'il sera beaucoup plus question du rapport de force entre les quatre partis bourgeois que du rôle et de l'action des futurs élus à l'Assemblée européenne.

Comment pourrait-il en être autrement au regard des véritables enjeux de l'élection du 10 juin ? Certes, le fait que près de 130 millions de personnes soient appelées à voter va conférer à l'Assemblée ainsi élue une audience accrue. Certes, la présence dans l'hémicycle de prétendus « élus du peuple » va conférer une nouvelle légitimité à cette assemblée. Mais ce n'est pas pour autant à l'Assemblée européenne que se prendront les décisions. Quand bien même celle-ci tenterait d'accroître ses pouvoirs, elle serait encore loin, très loin, des vrais centres de décision que sont les conseils des ministres, et plus encore le Conseil européen, qui réunit les chefs d'Etat ou de gouvernements.

Si l'enjeu de l'élection du 10 juin est grossi pour d'évidentes raisons de politique intérieure, il en est de même du débat sur la supranationalité. Les faits devraient suffire à rassurer ceux qui, au RPR comme au PCF, s'inquiètent sur les capacités d'autonomie de l'impérialisme français. La supranationalité exigerait l'existence d'une entité politique placée au-dessus des Etats nationaux. On est bien loin d'en être là. La rivalité entre impérialismes européens existe toujours, et les bourgeoisies conservent toujours une large marge de manœuvre, quels que soient par ailleurs les engagements pris en commun dans le domaine économique. Les travailleurs de notre pays le savent bien, eux qui subissent les coups portés par notre bourgeoisie.

Les faux débats ne sont pas toujours le fruit de l'ignorance. Ils servent aussi à occulter les vraies questions. Et la vraie question en l'occurrence, c'est de se prononcer sur ce qu'est aujourd'hui l'Europe, en prenant en compte tous ses aspects, sans en omettre aucun.

Lire en page 16

Contre les conditions de transport : La révolte des permissionnaires

Suite page 16

Sidérurgie

Pour faire reculer la bourgeoisie BLOQUER LA PRODUCTION



- Les sidérurgistes de Dunkerque, Mardyck, Fos ripostent au lock-out
- La production paralysée depuis une semaine

Lire en page 3

Les CRS expulsent 25 des résidents du foyer de Sartrouville

Vendredi à 5 heures du matin, 15 cars de CRS encerclaient le foyer Sonacotra de Sartrouville. Ils venaient ainsi enlever 25 résidents qu'ils ont sortis du foyer avec leurs affaires. La riposte s'organisait aussitôt, autour de ce foyer relativement isolé, loin des autres foyers en lutte. Après l'expulsion des 200 résidents de 2 foyers de Strasbourg, les jugements concernant une dizaine de foyers qui doivent fermer, l'intervention brutale des flics, vendredi matin, contre le foyer de Sartrouville, montrent que le pouvoir est décidé à l'épreuve de force, pour briser la grève qui dure depuis 4 ans. La riposte la plus large doit s'organiser.

Lire en pages 6 et 16

A nos lecteurs, Compte tenu du jour férié de lundi, le *Quotidien du Peuple* ne publiera pas d'édition datée du mardi 17 avril. Le prochain *Quotidien du Peuple* sera donc en kiosque mardi après-midi à Paris et mercredi matin en province. Il sera daté du mercredi 18 avril.

Compte tenu de l'avancée significative de la souscription, ce numéro sera le premier *Quotidien du Peuple* « spécial Lutte Ouvrière », qui paraîtra désormais régulièrement le mercredi, sur 12 pages. Ainsi le numéro de mercredi prochain comportera-t-il un dossier sur la sidérurgie, une interview d'un responsable de l'UD-CFDT du Rhône, ainsi qu'un reportage sur la région nantaise. En plus des articles, enquêtes et reportages habituels du *Quotidien du Peuple*.



Les patrons constatent avec amertume qu'il ne leur est pas si facile que ça de licencier. Quasi inévitablement, les travailleurs mènent des luttes, parfois dures. Le patronat voudrait disposer à sa guise des travailleurs, sans entraîner de «remous sociaux» préjudiciables à ses profits.

Remplissant son rôle de journal patronal, *L'Expansion* se risque à fournir quelques recettes.

Pierre François est un PDG fort ennuyé. Ses affaires vont plutôt mal ; il va falloir, pour ne pas succomber sous les coups des concurrents allemands et japonais, acquérir ces machines permettant de doubler la productivité dont on lui parle depuis des années. Et donc — cela semble inévitable — «dégraissier», comme on dit, les effectifs.

Seulement, voilà : mettre sur le pavé une centaine de ses ouvriers heurte ses sentiments chrétiens. Et, surtout, la perspective de discussions inter-

minables avec les délégués CGT et CFDT, avec l'inspecteur du travail qu'il soupçonne de gauchisme et avec ce démagogue de préfet ne l'enchantent guère. Encore moins le risque d'une longue grève, peut-être d'une occupation d'usine avec intervention des CRS... Ah ! comme M. François aimerait leur dire «nous sommes tous dans le même bateau» ! Mais comment leur parler, lui qui n'a jamais accepté d'écouter personne ? Lui qui a toujours soutenu au comité d'entreprise que tout allait pour le mieux, par crainte d'alerter ses clients et ses créanciers ?

Or M. François, qui ne gère ni haut fourneau ni chantier naval, ne peut compter que sur lui-même. Il regarde autour de lui, et — surprise — constate que d'autres ont réussi à passer le même cap en douceur. Et même qu'il existe pour cela trois approches différentes : trouver des emplois de remplacement dans l'entreprise ; supprimer des emplois, mais sans licenciement ; enfin, aider les ouvriers licenciés à retrouver du travail. (...)

D'autres formules de réduction du temps de travail ont été imaginées ici ou là : congés obligatoires à Noël, par exemple, décomptés sur les congés payés ou considérés comme un chômage partiel ; péréquations entre heures supplémentaires et heures chômées ; congés sans solde proposés aux travailleurs immigrés ; incitations au travail à mi-temps — notamment pour les femmes.

Les suppressions d'emplois sans licenciements

En dehors de l'arrêt de l'embauche, dont l'impact sur l'effectif est proportionnel à la rotation du personnel, les deux principales manières de licencier sans licenciement tout en licenciement sont les mises en préretraites anticipées et les primes au départ.

Les préretraites anticipées.

Le procédé le plus à la mode est de licencier à 56 ans 8 mois, sans indemnités. Jusqu'à 57 ans 8 mois, l'intéressé reçoit l'allocation spéciale de licenciement pour cause économique, dont les

taux viennent d'être révisés par l'accord du 17 mars (après, l'Asedec prend les licenciés en charge jusqu'à leur retraite NDLR).

Les primes au départ.

Souvenez-vous : 18 août 1977, un quart des huit cents salariés de l'usine Cricket de La Balme-de-Sillingy, près d'Annecy (filiale de Gillette), se bousculent pour être parmi les bénéficiaires d'une «prime d'incitation au départ» de 30 000 francs. «On aurait dit les soldes», commente une ouvrière. Les motivations sont diverses. Impression de toucher un lot équivalant à un an de salaire. Désir de s'évader d'un travail sans intérêt. De réaliser un rêve : pour Martine, 23 ans, s'installer au Canada, pour Jean-Paul, même âge, participer à des rallyes automobiles. De changer de métier, en s'installant comme artisan. De pouvoir s'occuper de ses enfants, une fois affranchi de l'esclavage des traites.

Un impact psychologique important.

Certains accusent alors Cricket

Recettes pour licencier en douceur

d'avoir voulu échapper à la procédure légale, pour ne pas risquer d'essuyer un refus de l'Inspection du travail et un conflit.

«Le procédé frise la corruption, il s'agit de licenciements déguisés, de démobilité des travailleurs dans la lutte pour l'emploi», protestent la CGT et la CFDT, fort mal à l'aise d'ailleurs (parmi les «démobilisés» se trouvent, en effet, neuf délégués syndicaux).

«Nous nous attendions à 60 départs au maximum», dit aujourd'hui Jean-Pierre Toubhans, directeur du personnel de l'usine de La Balme. «Il s'agissait de dégelier une atmosphère d'attentisme. Nous savions que certains avaient déjà prévu leur reclassement, des femmes souhaitaient arrêter de travailler. D'ailleurs, trois mois après l'opération, 80 personnes seulement, sur les 200 volontaires, étaient inscrites comme demandeurs d'emploi. (D'après la Direction départementale du travail d'Annecy, une cinquantaine sont encore dans ce cas, dont certaines ont eu un autre emploi temps-temps). (...)

Humanité dimanche

R.F.A. : les enfants d'Hitler et les autres

Xénophobe, le PCF ? Il s'en défend bien. Mais voyez le portrait qu'il dresse de la jeunesse allemande. Ce ne sont que fans de militarisme, admirateurs d'Hitler, ou jeunes conduits à l'impasse.

La voie de la lutte n'existerait-elle pas en RFA ? C'est ce que dit Pierre Zarka dans le même numéro de *L'Humanité-Dimanche* : «La différence, c'est qu'en France, si le désespoir, la violence, la drogue existent, une des grandes caractéristiques de la jeunesse est qu'elle lutte». Et Zarka d'ajouter : parce qu'il y a le PCF...

Noir tableau de la jeunesse en Allemagne fédérale. Voyez les filles du «Darks Ladies», un club de jeunes filles «rockers». Un seul rêve : la moto sur fond de rock and roll et de boogie-woogie. «Entre ça et le disco», dit Blondy, c'est le jour et la nuit. Les types du disco, c'est le genre romantique, tu sais : «Ma petite souris, t'es vachement chouette». Connerie. Avec les rockers, c'est le genre : «J'en pince pour toi». Si j'y dis : «Moi aussi», tout est clair. Maintenant que j'ai une moto, je vous emmerde tous. C'est le plus important pour moi. Quand je serai vieille, on verra. Filer à 160 sur l'autoroute, tu te sens quelqu'un. Avec ces cons de discos qui ont une bagnole, alors là, honnêtement, ça se compare pas...».

Blondy a quatorze ans. Elle a quitté ses parents. Mary en a dix-huit. «C'est les rockers qui m'ont tirée de la drogue» dit-elle. Doris, vingt ans, est employée d'assurance. Il n'y a que la moto qui l'intéresse. Brigitte, dix-neuf ans, est chômeuse. Geli, dix-huit ans, a travaillé dans une boulangerie, comme vendeuse. Elle en a eu marre. Elle traîne au club et veut s'acheter une BMW. «Pour moi, ça sera le max».

Bon. Je pourrais continuer.

FILS DE HITLER

Il y a les «Fans-clubs» de la Bundeswehr. Là, c'est les garçons. Entre quatorze et dix-sept ans. Deux fois par semaine, ils se rendent sur leur terrain de manœuvre, se partageant le territoire en y traçant une frontière imaginaire. Ils sont vêtus d'uniformes défraîchis de l'armée, achetés dans les surplus. Le groupe des soldats allemands porte un brassard blanc. Celui des «ennemis», un brassard rouge. Naturellement. Gagnera celui des deux qui aura pris le plus de trophées à l'ennemi. Trois brassards pris, ça fait un mort. Dans un coin, derrière d'épais buissons, les canons, les radars, les nids de mitrailleuses, le soutien aérien. Du bidon. Mais on joue.

Il y a en RFA, aujourd'hui, 354 «Fans-clubs» de la Bundeswehr, qui s'appellent depuis peu «Inf-fans-clubs». Ils sont officiellement

patronnés par la Bundeswehr qui leur fournit des «informations» sur le matériel moderne, la technologie des armements, tout le tremblement, quoi. Le journal, distribué à 50 000 exemplaires, trois ou quatre fois par an, a pour titre : «Infopost». A tout hasard, la Bundeswehr met sur ordinateur toutes les données concernant ces jeunes fanatiques du militarisme. Ça peut toujours servir.

Et puis, il y a des groupes de jeunes nazis. Pas des vieux SS qui auraient soixante ans ou plus. Non. Des vrais jeunes, qui se promènent en veste de cuir, tracent des croix gammées sur les vitrines des magasins appartenant à des juifs, suivent des «Führers» comme Manfred Roeder ou Erwin Schönborn. Ils chient sur la république, regrettent que Hitler n'ait pas gazé plus de juifs et de communistes. Ils ont les cheveux courts et les yeux qui fusillent.

Alors ? C'est donc ça la jeunesse, modèle de l'«Europe» 1979 ? Le vide, le dégoût, l'irrationnel, la brutalité ? Je n'en crois rien.

Que cette atmosphère fin de siècle existe, certainement. Qu'elle recouvre une réalité tragique et dangereuse, sûrement. Qu'elle règne sans partage sur ce grand pays qu'est l'Allemagne fédérale, non. Ces jeunes qui emplissent les «Bierstuben» et les

«Weinstuben», les bistrots des petites villes coquettes et aseptisées, où l'on s'ennuie mortellement le dimanche, ne sont pas tous des désaxés et des louards. Et même si certains d'entre eux le sont, ce n'est pas parce qu'ils sont différents de nos jeunes à nous. En réalité, c'est parce que le «modèle Deutschland» offert à l'Europe capitaliste, quelles que soient ses particularités, ressemble terriblement au «modèle giscardien», même si le premier peut apparaître, d'une certaine façon, comme le père du second.

LE GRAND PROBLEME

En octobre 1978, 20 000 jeunes sans travail manifestaient à Dortmund à l'appel des syndicats. Ils étaient 3 000 à Mayence. «Le problème de l'emploi», dit Max B., l'un des dirigeants du comité d'entreprise d'une grande usine de la ville, c'est le problème numéro 1 pour la jeunesse. Selon le ministère fédéral de l'Instruction publique, 993 850 élèves avaient terminé leurs études en 1979. L'institut Batelle de Francfort estime qu'il n'y avait pour eux que 200 000 emplois.

1979, année de l'enfance, a été placée en RFA sous le mot d'ordre : «Il est beau d'être enfant». D'accord. La revue du ministère de l'Instruction publique «PZ», n° 14, parue à Bonn en mai 1978, publiait les résultats d'une enquête consacrée à la

jeunesse. On y apprend, en vrac, que 39 % des citoyens de la RFA considèrent l'Etat ouest-allemand comme «ennemi des enfants», que 82 % des citoyens se plaignent du manque de sollicitude de l'Etat pour l'enfance ; que de 20 000 à 30 000 enfants sont maltraités chaque année au point d'avoir besoin de soins en milieu hospitalier ; que plus de 20 000 enfants sont «utilisés sexuellement et violés chaque année» ; que près de 70 000 enfants sont victimes d'accidents de la circulation ; que 70 000 jeunes apparaissent dans des statistiques de la criminalité ; que 6 000 d'entre eux connaissent la prison pour enfants ; qu'il y a 18 000 tentatives de suicide de jeunes par an ; que la moitié des sans-abris (600 000 personnes) sont des enfants ; que 100 000 enfants vivent en permanence dans des orphelinats et des foyers...

Selon les services officiels de la statistique fédérale, la mortalité infantile (avant un an) atteint 1,7 % des nouveau-nés, ce qui place la RFA, de ce point de vue, au quatorzième rang parmi les 23 pays européens pris en compte. (...) Ces chiffres sont officiels. Ils donnent à réfléchir, sur une propagande qui offre en modèle une jeunesse qui, outre-Rhin, bénéficie du vert paradis du Mark, de ses pompes et de ses œuvres. Un paradis qui n'est pas forcément celui des amours enfantines...

Dunkerque, Fos DES LUTTES QUI FONT MAL AUX PATRONS

En exigeant des augmentations de salaire, la 5^e équipe et la levée des sanctions à Fos et à Dunkerque les sidérurgistes affrontent de fait la restructuration de la sidérurgie. L'arme patronale du lock-out s'y avère terriblement éoussée.

Un gréviste du parc à brames nous le disait il y a quelques jours : «*Avant quand 100 gars bloquaient la production, ils ne tardaient pas à se mettre 5 000 lock-outés à dos. Eh bien cette fois cela n'a pas marché*». Cet esprit de contre-offensive qui caractérise ces dernières semaines les sidérurgistes du Nord-Est et du Sud de notre pays est bien illustré par la décision des ouvriers d'Usinor-Mardyck. Pour montrer leur refus du lock-out entraîné par le blocage de la production à Dunkerque, ils se déclarent grévistes et occupent leur entreprise. De surcroît mercredi ils déboulonnaient les rails pour empêcher toute expédition...

A la Solmer de Fos (filiale à 50 % d'Usinor), les hauts fourneaux notamment ne sont pas en reste. En faisant cracher leurs hauts fourneaux par terre plutôt que d'accepter de mettre les charges d'arrêts, ils ont montré sans ambiguïté qu'ils refusaient l'intox patronale sur les grèves bouchons et qu'au contraire, ils

avaient la volonté de faire mal économiquement à leur exploitateur.

Ces actions des sidérurgistes de Fos, de Dunkerque ou de Mardyck sont d'autant plus significatives que souvent, dans leurs réalisations, elles se heurtent au freinage, plus ou moins ouvert, des directions syndicales. Au niveau de l'entreprise et aussi au niveau national. Ainsi, la rencontre de mercredi entre les fédérations de la métallurgie qui devait proposer des actions pour poursuivre l'action, n'aura donné que peu de résultat.

S'attaquer à la production des usines performantes, c'est pourtant bien dans cette voie qu'il faut s'engager. Un nombre croissant de sidérurgistes et de syndicalistes à Fos, à Dunkerque et à Mardyck partagent cette idée.

A Longwy et à Denain également nombre de travailleurs sont convaincus que c'est la voie à prendre : ils l'ont dit le 6 à Dunkerque. La participation de Dunkerque, de Fos et de Mardyck au mouvement des sidérurgistes contre les milliers de licenciements impliqués par le plan acier est tout à fait essentiel. Elle prouve que les sidérurgistes de ces entreprises refusent l'intensification du travail, le blocage des salaires qu'on veut leur faire accepter sous

prétexte qu'ils ne sont pas immédiatement menacés dans leur emploi.

Il faut donner aux luttes des sidérurgistes de Dunkerque, de Mardyck et de Fos toute leur importance. Ces luttes s'inscrivent en effet dans le contexte de l'offensive de Longwy et de Denain contre le Plan acier du gouvernement et les milliers de licenciements qu'il implique.

A Dunkerque et à Longwy on n'avance pas strictement les mêmes revendications — et pour cause — mais l'on s'attaque au même adversaire. Les coups portés par l'un contre Usinor renforcent la lutte de l'autre contre le trust.

Comme nous le disait ce gréviste du parc à brames de Dunkerque : «*Aujourd'hui c'est Denain et Longwy qui sont dans le colimateur mais si nous laissons faire, qui peut dire que demain ce ne sera pas notre tour ?*». «*Et puis, de toute manière, ajoutait un autre, Etchegaray n'a pas caché qu'une bonne partie de ce qui est produit aujourd'hui à Denain le sera à Dunkerque. Nous ne voulons pas, d'autant plus que nous savons qu'ils n'embaucheront pas pour produire cet acier supplémentaire*».

François MARCHADIER

Initiative commune entre Usinor-Dunkerque et Usinor-Mardyck

A 14 heures, ce mercredi, un meeting se tenait devant les grands bureaux, à Usinor-Dunkerque. Un responsable CGT de Dunkerque expliquait l'initiative prise à Calais ce matin pour réunir les sidérurgistes qui y habitent et regrettait le succès très limité remporté. Il annonce que dès vendredi des formes de lutte plus dures seront proposées. A partir de ce moment ça fuse de tous côtés : «*Il faut durcir les actions, on n'entend pas encore parler de nous*». Il passe ensuite la parole à Menuet, responsable fédéral CGT, qui participait aux négociations de synthèse à Paris. Mais ce fédéral veut un peu trop montrer que seule la CGT est sur le terrain et axe son intervention dessus. Il est coupé : «*C'est pas ton syndicat qui nous intéresse, c'est notre beefsteak*».

C'est ce moment qu'un ingénieur de l'aciérie choisit pour se montrer à la fenêtre des grands bureaux pour repérer les «combattifs». Des cris l'obligent à quitter précipitamment son poste d'observation... Le fédéral reprend alors son discours mais le calme ne revient pas. «*Arrête de parler, de l'action pas du baratin !*». Il ne peut achever son discours si bien préparé et le débat s'engage aussitôt sur l'action à mener, sur les objectifs à se fixer.

— Comment mieux se lier à Mardyck ?

— Comment ramener le maximum de lock-outés dans les actions ?

Les objectifs aux actions — que tous veulent plus efficaces — sont alors discutés. Un délégué CFDT prend la parole :

«*Depuis deux jours, un*

tournant a été pris : des initiatives soit avec la Sado, soit avec Mardyck ; c'est dans cette voie qu'il faut continuer mais en faisant encore plus. Tous les jours, on doit se retrouver à 14 heures pour décider ensemble des actions».

Un ouvrier des hauts fourneaux prend alors la parole : «*Il faut aussi parler des hauts fourneaux, ils sont en grève pour 300 F et pour que le lock-out soit payé. On est décidé à gagner. Les gars des hauts fourneaux ne sont pas là, car ils n'y ont pas été invités. Des copains de la CFDT sont là, mais des collectifs non (collectifs imposés par la FGM NDLR). Ils nous ont réunis aux hauts fourneaux. Il faut finir avec cette division et que tout le monde soit uni*».

Le mot d'ordre est alors lancé de rejoindre Usinor-Mardyck. A Mardyck, le piquet de grève accueille avec enthousiasme «ceux de Dunkerque». L'entrée

de l'usine est bloquée par un clark, un chariot et de nombreuses palettes. Un délégué prend la parole, monté sur les palettes, pour expliquer les tentatives de division de la direction : «*Elle paye les journées à Fos, ne met pas Montataire en lock-out, malgré le manque de fonte. Cela montre la force de notre lutte, on tient le bon bout*».

Le départ est ensuite donné pour mener une action pendant que ceux de Mardyck popularisent et collectent dans les environs. Après un débat, le choix est fait à main levée pour occuper les rails de la ligne SNCF-Dunkerque-Lille et le train sera bloqué pendant deux heures à Capelle-la-Grande.

Les actions se poursuivent donc et ce vendredi un nouveau pas doit être franchi dans l'efficacité des actions. L'unité entre Mardyck et Dunkerque se réalise mais il reste à faire participer le maximum de sidérurgistes à la lutte.

Solmer, Fos-sur-Mer

- 15 cars de CRS devant l'usine
- Jugement des référés vendredi matin contre l'occupation

Jeudi soir, les grévistes de la Solmer, qui continuaient à occuper la salle de contrôle des hauts fourneaux afin d'empêcher que la maîtrise ne place les charges d'arrêt, craignaient une intervention des flics. Dans la journée, on avait vu 15 cars de CRS tourner autour de l'usine puis stationner à l'entrée. De plus, vendredi, les délégués CGT et CFDT étaient traduits en référé au tribunal d'Aix-en-Provence, pour se voir signifier l'ordre de mettre fin à l'occupation de la salle de contrôle, faute de quoi il pourrait y avoir recours à la force publique...

Jeudi soir, l'aciérie et toute l'usine à brames étaient au chômage technique. Les laminoirs, par contre, continuaient à travailler : il existait dans l'usine un stock important de brames, du fait de la grève de Somafer (écrit-ge). Pourtant les sidérurgistes commencent à se demander si des brames

n'avaient pas été apportées de Lorraine ou de Dunkerque, car la direction ne prévoyait de lock-out que pour la semaine prochaine. Finalement, vendredi matin, les laminoirs ont eux aussi arrêté. Ainsi, toute l'usine était touchée, à part les cadres.

Rappelons rapidement le déroulement du conflit. Parti depuis quelques semaines de la salle de contrôle des hauts fourneaux, il est passé à la centrale soufflante, puis aux laminoirs, à l'usine à oxygène, aux aciéries, avec la mise au chômage technique. Puis de nouveau, aux hauts fourneaux. Les revendications portent d'abord sur les salaires, avec en premier lieu l'exigence de 300 F pour tous, et la cinquième équipe. A cela s'est rajouté le paiement du lock-out et la levée des sanctions.

Au cours du conflit, les responsables CGT ont peu à peu changé de tactique. Au moment de la lutte

aux laminoirs, ils avaient ouvertement appelé à la reprise. Ils avaient alors été désavoués par certains délégués CGT, y compris parmi ceux qui sont au PCF. Depuis, ils ne s'y opposent plus aussi nettement...

Le PCF, de son côté, essaie de récupérer à tout va : il distribue par exemple des tracts appelant à une délégation à la Préfecture, en plein meeting syndical ; il fait venir Porelli et rentrer des journalistes de *L'Humanité* dans la boîte. Ces pratiques ne sont pas du goût de tout le monde. Visiblement, la poursuite de la grève le gêne, au fur et à mesure que se rapprochent les élections européennes, car elle le met en porte à faux dans sa campagne «*produisons français*».

Aujourd'hui, la direction CGT met le paquet sur la satisfaction de trois revendications seulement. Elle estime que si ces revendications étaient satisfaites, la reprise pourrait se faire : paiement du lock-out, et ouverture de négociations. Sur les deux premières, il n'est pas exclu qu'un accord se fasse avec la direction. Sur les négociations, la direction renverra certainement à Assimilor. C'est oublier un peu vite les revendications qui ont été au départ du mouvement. La grève nationale de la sidérurgie, programmée par les fédérations, pourrait jouer un rôle particulièrement négatif pour le conflit en cours, en déposant les travailleurs combattifs de la direction de la lutte. C'est bien contre ce danger qu'il s'agit aujourd'hui de lutter.

D'après Corrs. Solmer



SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR UN 12 PAGES LE MERCREDI AXÉ SUR LES LUTTES OUVRIERES

Créteil	20
Maissy	
Collecte	10
Ventes	76
Lyon	60
Soutien	2 000
Berliet	200
Hôpital E. Herriot	50
Brandt	100
Paris-Rhône	100
Câbles de Lyon	300
Collecte	2 000
Soutien	1 300
	500
	1 200
	800
	500
Nantes	650
Besançon	600
Neuilly	
P.G.	150
Rennes	
J.Y.H.	350
G.M.	25
Lehaure	
J.P.L.	50
Paris	
G.S.	200
Soutien	150
Collecte	50
Vente	15
Soutien	500
Soutien	550
Saint-Claude	
J.R.	350
L'Hay-les-Roses	
R.C.	100
Montrouge	
P.R.	400
Grenoble	60
Total	13 416
Total précédent	32 604,10
TOTAL GÉNÉRAL	46 020,10

EN AVANT VERS LES 5 MILLIONS

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

«Arrêtons le nucléaire»

L'accident de Harrisburg vient de démontrer à l'évidence que les techniciens, même les plus éminents, ne maîtrisent pas la technologie nucléaire. L'expression qui revenait le plus souvent sur les lèvres des commentateurs, c'était : «On espère que...».

On espérait en effet que la «bulle d'hydrogène» se résorberait. On ne savait pas si elle était grosse, petite, s'il y en avait une ou deux. On cherchait à voir, mais on était aveugle.

On espérait qu'il n'y aurait pas de catastrophe. On a commencé à évacuer les enfants, les femmes enceintes (risques de monogamisme). On a distribué des pastilles d'iode pour saturer la thyroïde et empêcher la fixation de l'iode 131. On ne savait que faire, et un million de personnes étaient concernées. Le hasard et le hasard seul a fait que la catastrophe ne s'est pas produite sur un réacteur qui ne fonctionnait que depuis trois mois.

Il faut se dire cependant qu'en se concentrant dans les chaînes alimentaires, le strontium, le césium, l'iode 131... ont déjà à petite dose commencé à tuer lentement dans la région de Harrisburg, et bien au-delà. Ne vient-on pas de retrouver de l'iode 131 dans le lait vendu à New-York ?

Il est vraiment scandaleux qu'après cet accident, alors qu'on arrête des centrales PWR en Suède, qu'on vérifie les systèmes de sécurité au Japon, ... le gouvernement français en profite pour accélérer le programme de construction de centrales nucléaires du même type, pour entamer l'enquête publique de quadruplement de l'usine de retraitement de La Hague.

Le sérieux, le raisonnable, même pour des pronucléaires, c'était d'arrêter tout pour voir. C'était d'en débattre dans toute la population. C'était de lui demander ensuite d'en décider.

Pourquoi sommes-nous donc antinucléaires ?

De nombreuses questions écologiques ne sont pas résolues :

- en fonctionnement dit normal, l'industrie nucléaire ne peut éviter la dispersion - à petite dose - des éléments radioactifs sur les lieux de travail et dans l'environnement et entraîne des risques pour la santé ;

- dans les mines et autour : silicose + radon = risques de cancers du poumon ;
- dans et autour des centrales ;
- dans et autour des usines de retraitement : iode 131 (risques de cancers de la thyroïde), Krypton, Plutonium (cancers du poumon), Strontium (moelle osseuse, leucémies) eaux tritées, ruthénium etc...

Risques plus par contamination interne (inhalation ou ingestion d'aliments marins et terrestres contaminés). Voir les travaux d'Alice Stewart sur les effets des petites doses, voir également les risques génétiques.

- La contamination des chaînes alimentaires peut être irréversible notamment en cas d'accident majeur, par la pollution due aux éléments de très longue

durée (milliers d'années) comme le Plutonium dans les centres de retraitement et les surgénérateurs.

- Le gigantisme du nucléaire entraîne avec lui d'autres nuisances (pollution thermique, chloration des eaux), et pour la terre (emprises, couloirs de lignes Très Haute Tension).

Des questions technologiques ne sont pas résolues :

- Remise en cause officielle des calculs de sécurité (Rapport Rasmussen).

- Le retraitement industriel des combustibles oxydés n'est pas au point. H.A.O. prévu à la Hague pour retraiter 400 tonnes/an n'a traité qu'environ 70 tonnes de mai 1976 à décembre 1978, 12 tonnes seulement en 1978 : Les combustibles irradiés vont s'entasser sur les sites des centrales et le centre de la Hague qui devient la poubelle atomique de l'Europe et du monde. A moins qu'on essaye de retraiter coûte que coûte, au mépris des travailleurs et des populations.

- Le stockage définitif n'est pas au point : la vitrification (solution française) n'est pas fiable au-delà d'une durabilité de 10 ans. La vitrification est à l'étude en Australie, l'envoi dans le soleil par les Etats-Unis, le stockage dans les déserts, la mise en galeries profondes dans les structures granitiques etc...

- Avec les surgénérateurs, on joue aux apprentis sorciers (plutonium, sodium...)

La question de la non-prolifération de l'armement nucléaire n'est pas résolue.

- Il n'y a pas de frontière entre nucléaire civil et nucléaire militaire (cf. la façon dont l'Inde s'est constituée sa bombe atomique grâce à l'aide d'une centrale au Canada).

- L'usine de la Hague compte revendre le plutonium extrait au cours du retraitement (6 500 - le kilo) pour fournir le combustible des surgénérateurs que la France compte vendre à l'étranger. Ce n'est pas le «meilleur» utilisable à des fins militaires. C'est Marcoule qui fabrique celui-ci. Mais le Plutonium fourni par la Hague peut satisfaire nombre de puissances en mal de se doter d'un arsenal nucléaire.

- Au rythme actuel des ventes des matières et technologies nucléaires dans le monde, il y aura une quarantaine de pays à posséder leur «force de frappe» dans les années 1985. Aujourd'hui, il y en a moins d'une dizaine. Les points chauds sont déjà le Moyen-Orient, le Centre Asie, l'Asie du Sud-Est, l'Afrique, l'Amérique Latine. L'Afrique ne prouve que la coexistence pacifique Est-Ouest, que l'équilibre de la terreur soient définitifs. La France est avec l'Allemagne l'un des principaux marchands de conflits nucléaires.

- Nous devons nous opposer à tout marché de matières et technologies nucléaires : aux achats d'uranium, d'uranium enrichi, à toute vente de centrales nucléaires à l'étranger, à toute vente de Plutonium.

- Nous devons encore condamner le type de société qu'engendre le nucléaire : le gigantisme qui échappe au contrôle du consommateur.
- une industrie hyper-sophistiquée aux mains des technocrates (il n'y a pas de gestion ouvrière du nucléaire possible).
- une industrie qui exige un contrôle policier, voire militaire permanent : contrôle des transports, du plutonium, pour éviter tout acte de sabotage, de terrorisme.

- une industrie qui peut conduire vers l'Etat totalitaire de type fasciste ou de type bureaucratique, en France par exemple : si un jour le PCF accédait au pouvoir, le tout-électrique-tout-nucléaire réalisé, sous contrôle de la CGT (majoritaire à EDF) permet de «tenir» toute l'économie française, de l'arrêter ou de la faire marcher. Il faut voir là, sûrement - les raisons profondes des professions de foi pro-nucléaires des dirigeants du PCF, bien que leur base soit très majoritairement antinucléaire. L'héritage du nucléaire leur serait d'une grande utilité pour l'application de leur stratégie.

- Des alternatives technologiques existent : priorité aux économies d'énergie et développement d'énergies renouvelables et décentralisées.
- produire de l'énergie, c'est d'abord l'économiser (sans se priver).
- supprimer le chauffage électrique et le remplacer par la géothermie, le solaire, le vent, les pompes à chaleur, le bois, etc.
- priorité aux transports collectifs, au rail (sans électricité), à l'eau.
- éliminer la production industrielle inutile (armement, gadgets, Concorde...)
- produire des objets durables (doubler leur valeur d'usage) et lutter contre le productivisme.
- On peut produire l'électricité autrement, à moins cher (hydro-électricité, petits barrages au fil de l'eau, charbon et gazéification), plus rapide à installer (usines à gaz) avec les énergies renouvelables et non polluantes décentralisées.
- Des alternatives politiques, économiques et sociales sont nécessaires :
- remettre en cause la croissance et le gaspillage des modes de production d'Ouest et d'Est ainsi que le profit.
- Remettre en cause le dirigisme capitaliste, technocratique et bureaucratique, le travail dans sa durée, la conception actuelle de la démocratie politique, dans une Europe écologique qui établirait des rapports d'égalité et de solidarité avec le Tiers-Monde.

Pour la coordination inter-régionale des Mouvements écologiques : Didier Anger C.R.I.L.A.N. FLAMVILLE

res à l'étranger, à toute vente de Plutonium.

En fait, dès que l'on émet des réserves face au programme français on est, au nom du rationnel, qualifié d'antinucléaire. C'est un peu facile. Les déclarations officielles, à la suite de l'accident de Pennsylvanie, démontrent à l'évidence que les antinucléaires sont plutôt ceux qui refusent tout dialogue et qui écrasent de leur certitude : le même accident est impossible en France. Question de pure rhétorique : le même c'est fort probable, mais du même genre, qui peut l'affirmer ? Les officiels, antinucléaires, cela peut surprendre. Et pourtant nous sommes incapables d'affirmer que le monde pourra se passer du nucléaire, nous sommes incapables d'affirmer qu'on ne pourra pas le maîtriser si on s'en donne les moyens. Par contre ce qui est sûr, c'est que son développement actuel doit être arrêté, c'est que la situation que risquent de créer des déclarations lénifiantes peut être celle d'un regret absolu des populations. Alors qui est antinucléaire ? Ma conclusion est simple : ceux qui veulent imposer sans tenir compte des avis simplement parce qu'ils ont le pouvoir. Ils oublient qu'il leur vient des citoyens et que rien n'est éternel (...)

Le nucléaire, monstre ultime ou bienfaiteur de l'humanité ? Ni l'un, ni l'autre mais minimiser ses risques n'apporte aucune clarté au débat.

Toute entreprise humaine comporte des risques. Peut-être, mais qui décide du risque ? Le travailleur ou ses dirigeants ?

Quelle belle démonstration ! Justifier les risques d'une industrie par les risques d'une autre, relève de la mauvaise foi. Des risques, le nucléaire en comporte : Three Mile Island II aura au moins permis que le problème ne puisse plus être enterré par une pirouette.

L'erreur humaine au plan conceptuel, au plan du travail routinier existe et n'est pas programmable. Par définition un accident est imprévisible, de petites causes produisent de grands effets. Que d'évidences, royalement ignorées par nos experts haut placés. Quand écouteront-ils les ingénieurs ? Quand prêtera-t-on l'oreille à leurs alarmes ? Sur le papier tout est bien mais la réalisation exige que l'on ne soit pas pressé. Car les exigences d'un programme urgent autorisent les dérogations, multiplient les impasses. Sait-on que EDF, heureusement sans y réussir, ne voulait pas faire la révision complète, nécessaire après un an de fonctionnement, de Fessenheim I et ceci à cause de coupures de courant possibles. La sécurité ne peut s'accommoder d'un tel état d'esprit.

Les Français ont besoin d'énergie, oui mais leur a-t-on dit le prix, leur a-t-on expliqué ? Bien sûr c'est inutile puisque l'habitude est prise de faire leur bonheur sans qu'ils y participent.

D'ailleurs et Three Mile Island II le montre : les normes, les sacro-saintes normes n'ont pas été dépassées. Il n'y a eu ni morts, ni blessés, dit-on. Donc c'est la preuve (du moins pour les officiels) que c'est moins dangereux que la voiture, que la mine, que tout ce qu'on voudra.

Quelle belle démonstration !

consequences sur la production charbonnière, en particulier les fermetures de puits et les licenciements.

Tant que le pétrole arrivait à un prix qui baissait en monnaie constante, la production d'électricité d'origine nucléaire restait très marginale. On avait bien mis au point une filière française à uranium naturel, relativement sûre mais celle-ci, peu compétitive, n'a pas été développée. Les activités du commissariat à l'énergie atomique, créé en 1945, avaient essentiellement pour but de doter la France d'un armement nucléaire.

La lutte des pays producteurs de pétrole pour obtenir un prix juste de leurs matières premières a amené, dès 1973, la bourgeoisie à revenir sur ses choix énergétiques antérieurs. Outre l'augmentation du prix du pétrole, qui ne faisait que rattraper en partie la baisse de son prix en monnaie constante dans les dix années précédentes, le phénomène de constitution du Tiers Monde en force politique laissait planer des inquiétudes pour la bourgeoisie quant à la possibilité à moyen et long terme de poursuivre une politique

énergétique basée sur l'exploitation des ressources pétrolières du Tiers Monde.

C'est dans ces conditions que la bourgeoisie a choisi de développer le programme nucléaire, avec en particulier l'adoption d'une nouvelle filière d'origine américaine à base d'uranium enrichi. Cette filière (PWR) est beaucoup moins sûre que la filière française à uranium naturel, mais celle-ci est moins rentable. Le nec plus ultra dans ce domaine est la construction du surrégénérateur Superphénix, que la bourgeoisie entend bien défendre bec et ongles, comme le prouve la sanglante répression de la manifestation de Creys-Malville, en août 1977.

Les conditions de sécurité font gravement défaut aux différents niveaux du traitement. Au niveau de l'extraction du minerai, le taux de leucémie des mineurs est anormalement élevé. Les terrils demeurent radio-actifs pendant plus d'un millénaire, et aucun traitement n'est prévu. Au niveau des réacteurs, un «seuil» maximum d'échappement des rejets est déterminé, mais rien ne permet d'affirmer que les petites doses n'ont pas d'effet dange-

reux à long terme. La nécessité d'assurer le profit conduit d'ailleurs à dépasser les doses admises pour les rejets ; aucun dispositif n'est prévu pour filtrer le tritium qui se retrouve dans l'eau. Pour les nouvelles filières, dont les effets sont moins connus, aucune expérimentation en grandeur réelle d'un incident n'a été faite. Au niveau du traitement des déchets, rappelons que les travailleurs de la Hague ont mis en évidence les déplorables conditions de sécurité de cette usine ; ceci est aggravé par le fait que cette usine, qui n'a même pas la capacité de traiter tous les déchets nucléaires français, se charge de plus de retraiter les déchets provenant de pays étrangers.

C'est bien là d'une politique irresponsable qu'il s'agit. Elle est menée de surcroît en dehors de toute information et de toute consultation de la population. Et si la population d'une région concernée par une implantation s'avise de protester, la répression est la seule réponse du pouvoir.

Doit-on, au regard de ces arguments, refuser par principe toute utilisation de l'énergie nucléaire ? Nous avons mis en

déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «Contraires au sein du peuple», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

Après le grave accident d'Harrisburg, aux USA, après plusieurs accidents survenus cette semaine à Grenoble et Gravelines, nous abordons la question du nucléaire.

LE NUCLEAIRE EN QUESTION

Attend-on un Three Mile Island français pour agir ?

Le nucléaire : pour ou contre. Comme ce serait facile de simplifier le dialogue pour le résumer à cette alternative.

En fait, dès que l'on émet des réserves face au programme français on est, au nom du rationnel, qualifié d'antinucléaire. C'est un peu facile. Les déclarations officielles, à la suite de l'accident de Pennsylvanie, démontrent à l'évidence que les antinucléaires sont plutôt ceux qui refusent tout dialogue et qui écrasent de leur certitude : le même accident est impossible en France. Question de pure rhétorique : le même c'est fort probable, mais du même genre, qui peut l'affirmer ? Les officiels, antinucléaires, cela peut surprendre. Et pourtant nous sommes incapables d'affirmer que le monde pourra se passer du nucléaire, nous sommes incapables d'affirmer qu'on ne pourra pas le maîtriser si on s'en donne les moyens. Par contre ce qui est sûr, c'est que son développement actuel doit être arrêté, c'est que la situation que risquent de créer des déclarations lénifiantes peut être celle d'un regret absolu des populations. Alors qui est antinucléaire ? Ma conclusion est simple : ceux qui veulent imposer sans tenir compte des avis simplement parce qu'ils ont le pouvoir. Ils oublient qu'il leur vient des citoyens et que rien n'est éternel (...)

Le nucléaire, monstre ultime ou bienfaiteur de l'humanité ? Ni l'un, ni l'autre mais minimiser ses risques n'apporte aucune clarté au débat.

Toute entreprise humaine comporte des risques. Peut-être, mais qui décide du risque ? Le travailleur ou ses dirigeants ?

Quelle belle démonstration ! Justifier les risques d'une industrie par les risques d'une autre, relève de la mauvaise foi. Des risques, le nucléaire en comporte : Three Mile Island II aura au moins permis que le problème ne puisse plus être enterré par une pirouette.

L'erreur humaine au plan conceptuel, au plan du travail routinier existe et n'est pas programmable. Par définition un accident est imprévisible, de petites causes produisent de grands effets. Que d'évidences, royalement ignorées par nos experts haut placés. Quand écouteront-ils les ingénieurs ? Quand prêtera-t-on l'oreille à leurs alarmes ? Sur le papier tout est bien mais la réalisation exige que l'on ne soit pas pressé. Car les exigences d'un programme urgent autorisent les dérogations, multiplient les impasses. Sait-on que EDF, heureusement sans y réussir, ne voulait pas faire la révision complète, nécessaire après un an de fonctionnement, de Fessenheim I et ceci à cause de coupures de courant possibles. La sécurité ne peut s'accommoder d'un tel état d'esprit.

Les Français ont besoin d'énergie, oui mais leur a-t-on dit le prix, leur a-t-on expliqué ? Bien sûr c'est inutile puisque l'habitude est prise de faire leur bonheur sans qu'ils y participent.

D'ailleurs et Three Mile Island II le montre : les normes, les sacro-saintes normes n'ont pas été dépassées. Il n'y a eu ni morts, ni blessés, dit-on. Donc c'est la preuve (du moins pour les officiels) que c'est moins dangereux que la voiture, que la mine, que tout ce qu'on voudra.

Quelle belle démonstration !

consequences sur la production charbonnière, en particulier les fermetures de puits et les licenciements.

Tant que le pétrole arrivait à un prix qui baissait en monnaie constante, la production d'électricité d'origine nucléaire restait très marginale. On avait bien mis au point une filière française à uranium naturel, relativement sûre mais celle-ci, peu compétitive, n'a pas été développée. Les activités du commissariat à l'énergie atomique, créé en 1945, avaient essentiellement pour but de doter la France d'un armement nucléaire.

La lutte des pays producteurs de pétrole pour obtenir un prix juste de leurs matières premières a amené, dès 1973, la bourgeoisie à revenir sur ses choix énergétiques antérieurs. Outre l'augmentation du prix du pétrole, qui ne faisait que rattraper en partie la baisse de son prix en monnaie constante dans les dix années précédentes, le phénomène de constitution du Tiers Monde en force politique laissait planer des inquiétudes pour la bourgeoisie quant à la possibilité à moyen et long terme de poursuivre une politique

énergétique basée sur l'exploitation des ressources pétrolières du Tiers Monde.

C'est dans ces conditions que la bourgeoisie a choisi de développer le programme nucléaire, avec en particulier l'adoption d'une nouvelle filière d'origine américaine à base d'uranium enrichi. Cette filière (PWR) est beaucoup moins sûre que la filière française à uranium naturel, mais celle-ci est moins rentable. Le nec plus ultra dans ce domaine est la construction du surrégénérateur Superphénix, que la bourgeoisie entend bien défendre bec et ongles, comme le prouve la sanglante répression de la manifestation de Creys-Malville, en août 1977.

Les conditions de sécurité font gravement défaut aux différents niveaux du traitement. Au niveau de l'extraction du minerai, le taux de leucémie des mineurs est anormalement élevé. Les terrils demeurent radio-actifs pendant plus d'un millénaire, et aucun traitement n'est prévu. Au niveau des réacteurs, un «seuil» maximum d'échappement des rejets est déterminé, mais rien ne permet d'affirmer que les petites doses n'ont pas d'effet dange-

reux à long terme. La nécessité d'assurer le profit conduit d'ailleurs à dépasser les doses admises pour les rejets ; aucun dispositif n'est prévu pour filtrer le tritium qui se retrouve dans l'eau. Pour les nouvelles filières, dont les effets sont moins connus, aucune expérimentation en grandeur réelle d'un incident n'a été faite. Au niveau du traitement des déchets, rappelons que les travailleurs de la Hague ont mis en évidence les déplorables conditions de sécurité de cette usine ; ceci est aggravé par le fait que cette usine, qui n'a même pas la capacité de traiter tous les déchets nucléaires français, se charge de plus de retraiter les déchets provenant de pays étrangers.

C'est bien là d'une politique irresponsable qu'il s'agit. Elle est menée de surcroît en dehors de toute information et de toute consultation de la population. Et si la population d'une région concernée par une implantation s'avise de protester, la répression est la seule réponse du pouvoir.

Doit-on, au regard de ces arguments, refuser par principe toute utilisation de l'énergie nucléaire ? Nous avons mis en

aire, c'est malheureusement valable pour tous les domaines : chimie, pétrole, sidérurgie, etc.

Qui accepte le risque ? Certainement pas les travailleurs, pas les populations, on ne leur a jamais rien demandé. Ce risque, pour autrui, est défini par des autorités administratives qui se fondent sur des critères techniques, économiques et peut-être, (on peut le souhaiter) éthiques.

Les conséquences de Three Mile Island II ? Dans 10 ans, dans 20 ans on pourra peut-être en parler.

Pour l'instant présent, cela nous permet de constater que les USA, le Danemark, la Suède, la Suisse, l'Allemagne fédérale s'interrogent mais pas la France : nous avons besoin d'énergie, nous devons être indépendants. D'abord nous ne serons pas indépendants parce que l'uranium vient d'Afrique, parce que les PWR sont américains. Nous avons besoin d'énergie. Qui a défini ce besoin ? Qui a calculé la croissance ? Est-ce enfin les Français vont être consultés (...)

Il faut nous arrêter, pour marquer la pose, pour faire le bilan. S'il est positif, il ne sera pas trop tard pour mettre en chantier un programme raisonnable, donnant toutes les garanties à la population, aux travailleurs. Sinon on aura garanti les générations futures et on leur doit bien cela. Mais quel que soit le bilan, il ne pourra pas nous permettre d'affirmer que le nucléaire est la panacée. Cela, le passé nous le démontre déjà : le tout pétrole nous a conduit au bord du gouffre, le nucléaire seul nous fera faire un pas de plus. Il faut diversifier. Le président Carter a, au moins, utilisé Three

Mile Island, pour faire accepter un plan véritable de diversification. Pourquoi la France attend-elle d'être en situation de crise pour se décider à définir une véritable politique tous azimuts ? économies d'énergie (et pas seulement pour les particuliers mais aussi et surtout pour les industries), solaire, biomasse, géothermie, que sais-je ? Tout est possible, il faut seulement le vouloir et s'en donner les moyens. Inutile de clamer que quelques expériences ont raté. C'est le propre des expériences, cela permet de pallier aux erreurs. On aimerait que Three Mile Island serve aussi à cela au lieu d'affirmer que l'accident est impossible. Rendons les réacteurs actuellement divergés aussi sûrs que possible et même plus : la sûreté ne doit pas avoir de prix. Et puis pourquoi les erreurs tuent-elles les énergies renouvelables et pas le nucléaire ?

Le GSIEN rappelle son appel de 1975 : sans un débat, sans une claire conscience, la population doit refuser le programme électronucléaire. Notre inquiétude est toujours aussi vive, car en 4 ans, le gouvernement n'a jamais revu son programme si ce n'est en hausse et il n'a jamais entendu les appels (tel celui de Schwabing en octobre 1977, de la CFDT et récemment de la CGT) l'appelant à revoir la politique énergétique française. Nous ne voulons pas jouer les Cassandra mais attend-on un Three Mile Island français pour agir ?

Monique SENE
Présidente du GSIEN
(Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

Une politique irresponsable de la bourgeoisie

énergétique basée sur l'exploitation des ressources pétrolières du Tiers Monde.

C'est dans ces conditions que la bourgeoisie a choisi de développer le programme nucléaire, avec en particulier l'adoption d'une nouvelle filière d'origine américaine à base d'uranium enrichi. Cette filière (PWR) est beaucoup moins sûre que la filière française à uranium naturel, mais celle-ci est moins rentable. Le nec plus ultra dans ce domaine est la construction du surrégénérateur Superphénix, que la bourgeoisie entend bien défendre bec et ongles, comme le prouve la sanglante répression de la manifestation de Creys-Malville, en août 1977.

Les conditions de sécurité font gravement défaut aux différents niveaux du traitement. Au niveau de l'extraction du minerai, le taux de leucémie des mineurs est anormalement élevé. Les terrils demeurent radio-actifs pendant plus d'un millénaire, et aucun traitement n'est prévu. Au niveau des réacteurs, un «seuil» maximum d'échappement des rejets est déterminé, mais rien ne permet d'affirmer que les petites doses n'ont pas d'effet dange-

reux à long terme. La nécessité d'assurer le profit conduit d'ailleurs à dépasser les doses admises pour les rejets ; aucun dispositif n'est prévu pour filtrer le tritium qui se retrouve dans l'eau. Pour les nouvelles filières, dont les effets sont moins connus, aucune expérimentation en grandeur réelle d'un incident n'a été faite. Au niveau du traitement des déchets, rappelons que les travailleurs de la Hague ont mis en évidence les déplorables conditions de sécurité de cette usine ; ceci est aggravé par le fait que cette usine, qui n'a même pas la capacité de traiter tous les déchets nucléaires français, se charge de plus de retraiter les déchets provenant de pays étrangers.

C'est bien là d'une politique irresponsable qu'il s'agit. Elle est menée de surcroît en dehors de toute information et de toute consultation de la population. Et si la population d'une région concernée par une implantation s'avise de protester, la répression est la seule réponse du pouvoir.

Doit-on, au regard de ces arguments, refuser par principe toute utilisation de l'énergie nucléaire ? Nous avons mis en

aire, c'est malheureusement valable pour tous les domaines : chimie, pétrole, sidérurgie, etc.

Qui accepte le risque ? Certainement pas les travailleurs, pas les populations, on ne leur a jamais rien demandé. Ce risque, pour autrui, est défini par des autorités administratives qui se fondent sur des critères techniques, économiques et peut-être, (on peut le souhaiter) éthiques.

Les conséquences de Three Mile Island II ? Dans 10 ans, dans 20 ans on pourra peut-être en parler.

Pour l'instant présent, cela nous permet de constater que les USA, le Danemark, la Suède, la Suisse, l'Allemagne fédérale s'interrogent mais pas la France : nous avons besoin d'énergie, nous devons être indépendants. D'abord nous ne serons pas indépendants parce que l'uranium vient d'Afrique, parce que les PWR sont américains. Nous avons besoin d'énergie. Qui a défini ce besoin ? Qui a calculé la croissance ? Est-ce enfin les Français vont être consultés (...)

Il faut nous arrêter, pour marquer la pose, pour faire le bilan. S'il est positif, il ne sera pas trop tard pour mettre en chantier un programme raisonnable, donnant toutes les garanties à la population, aux travailleurs. Sinon on aura garanti les générations futures et on leur doit bien cela. Mais quel que soit le bilan, il ne pourra pas nous permettre d'affirmer que le nucléaire est la panacée. Cela, le passé nous le démontre déjà : le tout pétrole nous a conduit au bord du gouffre, le nucléaire seul nous fera faire un pas de plus. Il faut diversifier. Le président Carter a, au moins, utilisé Three

Mile Island, pour faire accepter un plan véritable de diversification. Pourquoi la France attend-elle d'être en situation de crise pour se décider à définir une véritable politique tous azimuts ? économies d'énergie (et pas seulement pour les particuliers mais aussi et surtout pour les industries), solaire, biomasse, géothermie, que sais-je ? Tout est possible, il faut seulement le vouloir et s'en donner les moyens. Inutile de clamer que quelques expériences ont raté. C'est le propre des expériences, cela permet de pallier aux erreurs. On aimerait que Three Mile Island serve aussi à cela au lieu d'affirmer que l'accident est impossible. Rendons les réacteurs actuellement divergés aussi sûrs que possible et même plus : la sûreté ne doit pas avoir de prix. Et puis pourquoi les erreurs tuent-elles les énergies renouvelables et pas le nucléaire ?

Le GSIEN rappelle son appel de 1975 : sans un débat, sans une claire conscience, la population doit refuser le programme électronucléaire. Notre inquiétude est toujours aussi vive, car en 4 ans, le gouvernement n'a jamais revu son programme si ce n'est en hausse et il n'a jamais entendu les appels (tel celui de Schwabing en octobre 1977, de la CFDT et récemment de la CGT) l'appelant à revoir la politique énergétique française. Nous ne voulons pas jouer les Cassandra mais attend-on un Three Mile Island français pour agir ?

Monique SENE
Présidente du GSIEN
(Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

Une politique irresponsable de la bourgeoisie

énergétique basée sur l'exploitation des ressources pétrolières du Tiers Monde.

C'est dans ces conditions que la bourgeoisie a choisi de développer le programme nucléaire, avec en particulier l'adoption d'une nouvelle filière d'origine américaine à base d'uranium enrichi. Cette filière (PWR) est beaucoup moins sûre que la filière française à uranium naturel, mais celle-ci est moins rentable. Le nec plus ultra dans ce domaine est la construction du surrégénérateur Superphénix, que la bourgeoisie entend bien défendre bec et ongles, comme le prouve la sanglante répression de la manifestation de Creys-Malville, en août 1977.

Les conditions de sécurité font gravement défaut aux différents niveaux du traitement. Au niveau de l'extraction du minerai, le taux de leucémie des mineurs est anormalement élevé. Les terrils demeurent radio-actifs pendant plus d'un millénaire, et aucun traitement n'est prévu. Au niveau des réacteurs, un «seuil» maximum d'échappement des rejets est déterminé, mais rien ne permet d'affirmer que les petites doses n'ont pas d'effet dange-

reux à long terme. La nécessité d'assurer le profit conduit d'ailleurs à dépasser les doses admises pour les rejets ; aucun dispositif n'est prévu pour filtrer le tritium qui se retrouve dans l'eau. Pour les nouvelles filières, dont les effets sont moins connus, aucune expérimentation en grandeur réelle d'un incident n'a été faite. Au niveau du traitement des déchets, rappelons que les travailleurs de la Hague ont mis en évidence les déplorables conditions de sécurité de cette usine ; ceci est aggravé par le fait que cette usine, qui n'a même pas la capacité de traiter tous les déchets nucléaires français, se charge de plus de retraiter les déchets provenant de pays étrangers.

C'est bien là d'une politique irresponsable qu'il s'agit. Elle est menée de surcroît en dehors de toute information et de toute consultation de la population. Et si la population d'une région concernée par une implantation s'avise de protester, la répression est la seule réponse du pouvoir.

Doit-on, au regard de ces arguments, refuser par principe toute utilisation de l'énergie nucléaire ? Nous avons mis en

reux à long terme. La nécessité d'assurer le profit conduit d'ailleurs à dépasser les doses adm

Foyer SONACOTRA de Chilly-Mazarin (Essonne)

NON

A LA FERMETURE

Le tribunal des référés d'Evry dans l'Essonne l'a ordonné : le 1^{er} mai, les 254 résidents du Foyer SONACOTRA de Chilly-Mazarin devront avoir quitté les lieux ! A Nanterre, un autre tribunal a infligé le même verdict aux résidents en grève. Pour 10 foyers en France, la situation est identique. L'expulsion par la police des résidents de Strasbourg mardi dernier en fournit encore une preuve supplémentaire : la SONACOTRA est fermement décidée à en finir avec ce mouvement de grève des loyers qui dure maintenant depuis quatre ans, et qu'aucune de ses manœuvres n'est parvenue à casser.

Par François MARCHADIER

Construit en 1974, pour une durée de trois ans, le foyer de Chilly Mazarin est encore debout. «Il faut voir dans quel état» lance amèrement ce résident gréviste. «Quand il pleut, l'eau tombe dans le bar», pourtant situé au rez-de-chaussée. «Les portes gonflent sous l'effet de l'humidité, il faut donner un coup d'épaule comme ça pour les ouvrir !...». «Tu imagines, ajoute un autre, que dans ma cuisine on est 10 et il y a deux chaises ! On est obligé de manger debout». Il suffit d'ailleurs de faire le tour du foyer pour comprendre. Il fait penser à ces baraques de chantier design que l'on voit apparaître quelquefois et qui auraient été superposées. Ou encore à ces jeux de légo que l'on donne aux enfants pour faire des constructions.

La municipalité (PS) avait prévu d'en construire un nouveau, «un vrai, en dur, mais elle préfère garder le terrain prévu à cet effet pour en faire un espace vert».

LA GREVE

Contre les augmentations de loyers, contre le règlement intérieur «de caserne», contre un gérant particulièrement raciste et répressif, les résidents se mettaient en grève une première fois en juin-juillet 1976. «La grève n'a duré que deux mois à cause des expulsions des délégués par Poniowski mais aussi parce que la Sonacotra avait promis de nous donner satisfaction». Deux mois de reprise de loyer, puis la deuxième grève commence. On est en septembre 1976.

«La première fois, quand nous avons commencé la grève, nous ne savions pas qu'il se passait la



Des résidents d'un foyer en grève discutent de la suite de la lutte. (photo Comité de Coordination)

même chose un peu partout en France et particulièrement dans l'Essonne ; la seconde fois, ce n'était plus pareil».

Les résidents se mettent rapidement d'accord sur la plateforme revendicative du Comité de coordination. A partir de ce moment là, la grève ne s'arrêtera plus.

Plusieurs actions de popularisation du mouvement sont entreprises. Portes ouvertes, méchoui, délégations à la mairie, à la préfecture, distribution de

tracts sur le marché, devant les usines...

PRESSIONS ADMINISTRATIVES

Les flics en accord avec la préfecture se sont mis en tête, au mépris le plus élémentaire de la loi, de faire pression sur les résidents (voir encart). Ils refusent de renouveler les papiers, qui sont nécessaires aux immigrants pour résider en France.

Toutes ces tentatives ayant lamentablement échoué, la Sonacotra, à Chilly-Mazarin comme partout, recourt à la justice.

Elle aura du mal à parvenir à ses fins mais à force de patience elle obtiendra le résultat attendu.

C'EST UNE AFFAIRE DE PRESIDENT !

Le 7 juillet 1978, elle faisait citer 7 résidents dont deux du foyer de Sainte-Geneviève, non loin de là. Début novembre, le juge se déclare incompetent et ordonne une expertise dont les frais devraient être partagés à part égale entre les résidents et la Sonacotra.

Celle-ci ne réagit pas pendant huit mois à cette première décision puis fait appel. Simultanément, elle fait citer quatorze

autres résidents au tribunal d'Evry. Le juge se déclare encore une fois incompetent et renvoie l'affaire au tribunal de Longjumeau. Même scénario : la Sonacotra fait à nouveau appel.

Troisième procès : la Sonacotra, compte tenu de la grève, se déclare incapable de faire face à la gestion du foyer et demande, par voie de justice, l'expulsion de tous les résidents !

Ceux qui payent (voir encart) seront relogés au foyer de Montgeron ou d'Athis-Mons... qui sont d'ailleurs, eux aussi, en grève...

Le président du tribunal retarde ses vacances pour juger lui-même l'affaire. A l'avocat, il déclare : «C'est une affaire de président». Le jour du verdict, le 7 avril 1979, il n'attend même pas que tous les résidents aient eu le temps de s'installer dans le tribunal pour ordonner l'évacuation du foyer de tous les locataires pour le 1^{er} mai. Au cours du procès, l'avocat Sonacotra n'hésite pas à amalgamer les résidents en grève et les autonomes... Le président affirme «craindre pour les vitres de son tribunal»...

Le jour du verdict, la colère

est telle que les résidents revenus au foyer partent immédiatement en manifestation à la mairie de Chilly pour exiger la réquisition du foyer. «Le maire est en vacances», leur est-il répondu, «ou au congrès de Metz» ajoute un membre du comité de soutien. En tout cas il n'est pas visible. Mardi 17 avril, une commission du conseil municipal doit discuter de ce qu'elle juge utile de faire. Nul ne se fait beaucoup d'illusions sur cette municipalité qui tergiverse depuis bientôt trois ans, et ne soutient les résidents «qu'avec la langue, jamais par des actes». Le soutien des travailleurs de la région, en revanche, ne doit pas manquer aux résidents.

Et les partis de gauche ?

L'attitude de la municipalité PS, refusant à ce jour de réquisitionner le foyer, ou d'en construire un «en dur», révolte profondément les résidents. L'attitude du PCF n'est pas mieux perçue. «Quand je les ai informés qu'il y avait une réunion dans la semaine pour envisager la riposte» raconte un membre du comité de soutien, «un membre du comité de section du PCF de Chilly a répondu : «Ce soir-là on ne peut pas, on a la réunion du comité. L'autre jour quand on a manifesté à la mairie, le 2^e adjoint au maire qui lui est au PCF a refusé de recevoir une délégation de résidents. D'ailleurs à chaque fois que nous faisons quelque chose, ils disent : «Ce sont des gauchistes».

Ceux qui payent...

Pour briser la grève, la SONACOTRA aura vraiment tenté tout ce qu'elle peut. Un résident raconte comment elle est parvenue à faire payer certains résidents.

«Elle passe un accord avec certaines entreprises qui s'engagent à verser elles-mêmes le loyer après l'avoir retenu comme les cotisations sociales sur la feuille de paye du salarié. Le résident ne peut alors rien faire». Il y a aussi un autre moyen un peu semblable : «Une entreprise loue tant de chambres et y loge qui elle veut. Là encore le résultat est le même. C'est la vingtaine de résidents qui est dans cette situation là chez nous, que la SONACOTRA s'est engagée à reloger dans un foyer du département après le 1^{er} mai...».

Chantage aux papiers...

«Quand tu as besoin de faire renouveler tes papiers de résidence» explique un délégué, «la préfecture te demande un «certificat de résidence» que le foyer te délivre et qui atteste que tu es un domicile fixe. Pendant un temps, le gérant continuait bien à nous délivrer ce papier mais il inscrivait dessus à l'encre rouge «Ne paye pas son loyer depuis...». Alors à la préfecture, ils refusaient le renouvellement de la carte de séjour. On a dû faire des délégations. Le préfet a convoqué plusieurs maires concernés par la grève. Ils ont convenu qu'à l'avenir les maires pourraient désormais authentifier les certificats de résidence. Furieuse, la SONACOTRA a alors indiqué au gérant qu'il ne devait plus délivrer ces certificats mais qu'il fallait donner un «avis d'échéance». Ce papier là ne permet pas le renouvellement des papiers...».

- CONTRE LA FERMETURE DU FOYER DE CHILLY-MAZARIN
- POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS DES RESIDENTS
- TOUTS A LA PORTE OUVERTE LE SAMEDI 21 AVRIL PREPARONS-NOUS A MANIFESTER

Pour se rendre à Chilly, autoroute du Sud direction Lyon, sortir à Chilly et prendre à gauche.

CGT : QUELQUES NUANCES APPORTÉES SUR «L'EUROPE ALLEMANDE»

«La CGT ne donnera pas de consignes de vote pour les élections européennes», titrait il y a quelques jours le journal *Le Monde*. C'est là chose relativement normale. Mais ce qui présente peut-être encore plus d'intérêt, c'est l'impossibilité où la confédération CGT s'est trouvée, de s'engager plus à fond dans une campagne franchement antieuropéenne, ou antiallemande...

Cette situation était déjà sensible au 40^e Congrès confédéral de Grenoble. Ainsi, l'intervention de Joannès Galland, secrétaire confédéral chargé de ces questions, tranchait avec certaines interventions de Georges Séguéy quelques semaines plus tôt, très hostiles à l'entrée de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce dans le Marché commun, et violemment antiallemandes. Il suffit par exemple de se rappeler le discours de Séguéy au meeting de rentrée, à la Porte de Pantin.

DEJA AU 40^e CONGRES

Lors du 40^e Congrès, l'intervention de J. Galland marquait un certain nombre

d'interrogations, plus encore qu'elle n'apportait de réponses : «Syndicalement parlant, peut-on soutenir les tentatives d'intégration et les perspectives d'élargissement ? Comment pourrions-nous être pour cette Europe et contre les transnationales ? Comment accepter cette Europe, et dans le même temps, être contre l'espace policier européen qui se construit autour des trusts et contre l'espace militaire qui se met en place ? Nous ne pouvons pas nous permettre de dire «oui à condition» ou «non à moins que (...)». Cela dit, nous affirmons ne pas être contre la construction de l'Europe, ni contre l'élargissement, mais nous voulons en modifier fondamentalement le ca-

ractère et la nature, en partant bien des réalités que nous vivons».

En même temps, il réaffirmait la volonté de la CGT de poursuivre sa bataille pour entrer dans la C.E.S. (Confédération européenne des syndicats) malgré l'exclusive de syndicats du genre F.O.

À l'issue du 40^e Congrès, les choses en étaient donc là. Mais le frein supplémentaire à une campagne proche de celle du PCF sur la question de l'Europe, c'est la présence à la Commission exécutive de membres du PS, en nombre un peu plus important qu'avant. Finalement, à la mi-mars, une commission de 8 membres, représentant ce qu'on appelle à la CGT les diverses «sensibilités», était chargée d'élaborer un texte. Ce groupe était composé de J. Galland, Jacqueline Lambert, Henri Krasucki, Pierre Feuille, J. Jacquet, A. Obadia, Claude Germon et J. Magniadas.

À la Commission exé-

cutive du 6 mars, Joannès Galland avait présenté, au nom du Bureau confédéral, un rapport sur l'Europe, relativement nuancé. Ainsi, sur l'analyse du rôle de l'Allemagne, présenté comme «prépondérante», il existe une certaine gêne : «Ces données sont-elles justes ? Ces analyses et ces conclusions sont-elles correctes ? De toute façon, notre raisonnement ne doit pas sous-estimer le fait que la RFA se trouve aussi en crise et que l'évolution du Marché commun comporte, pour elle aussi, des risques économiques et sociaux».

Enfin, pourquoi serions-nous si gênés sur ce point ? Sans vouloir affirmer qu'il existe une stratégie unique de l'impérialisme, c'est tout de même une constatation que cette stratégie s'appuie sur tel ou tel Etat en Afrique, en Asie, au Proche-Orient, en Amérique latine. Pourquoi l'Europe en serait-elle exempte ?

Il reste que le Marché commun est secoué par les

contradictions entre les différentes forces capitalistes nationales dans leur lutte pour se placer dans la concurrence, dans le partage des marchés».

«EVITER LES SLOGANS EN RACCOURCI»

Un peu plus loin dans le rapport de J. Galland, on peut lire encore : «A propos de l'élargissement, qui peut aller au-delà des trois pays que l'on sait, nous devons éviter les slogans en raccourci et, bien sûr, prendre garde à ne pas nous tromper d'adversaire. En d'autres termes, nous ne pouvons nous permettre d'avoir des affirmations radicales. Bien qu'il soit clair que cela pose de nombreux problèmes». Et encore, à propos du plan Davignon sur la sidérurgie, que certains présentent comme l'œuvre de l'Allemagne : «C'est l'illustration de l'intervention communautaire dans les affaires des Etats encore que, pour notre part, nous ne pouvons oublier la responsabilité du

gouvernement français dans la réduction de la production».

On est tout de même loin des campagnes chauvines menées par certains à la CGT, que ce soit dans la sidérurgie, le poids lourd, la machine-outil et bien d'autres secteurs en crise ! Cela dit, il est fort peu probable que cette prise de position confédérale se traduise par un net changement de la propagande quotidienne sur ces questions, ou sur les formes d'action, qui privilégient par exemple le déversement de minerai allemand sur les voies, plutôt que du minerai français, ou plus encore évitent de toucher à la production. Ce genre de rapport, s'il limite un peu la propagande officielle, n'est guère discuté dans les sections. Cela dit, il donne une idée de la faiblesse de l'argumentation habituelle, sur l'Europe allemande, le plan Davignon ou autres. Dans ce sens, il n'est pas inutile...

Monique CHERAN

Après la réunion des fédérations syndicales

«A CHAQUE USINE DE DÉCIDER L'ACTION...» OU COMMENT NE RIEN PROPOSER

C'est finalement après plus de cinq heures de discussions que les fédérations syndicales de la métallurgie CGT, CFTD, CGC et CFTC se sont quittées mercredi en soirée. Se rencontrant pour faire le point de la réunion de synthèse qui avait eu lieu le 6 avril avec Etchegaray, PDG d'Usinor, elles ont publié un communiqué qui dit entre autre que «après avoir imposé l'ouverture de discussions qu'elles avaient demandées dès septembre 1978, l'action tenace des sidérurgistes a finalement contraint le patronat et le

gouvernement à un premier recul». Ce recul, — quelques centaines de suppressions d'emplois repoussées d'un an — est toutefois vraiment mince ; le communiqué ne peut donc qu'ajouter «il reste que fondamentalement le gouvernement et le patronat maintiennent l'objectif de la restructuration et des suppressions d'emplois massives dans la sidérurgie».

Sur ce constat, les fédérations syndicales ont pris la décision de s'adresser à Boulin, ministre du Travail, en vue de deman-

der la tenue, dans des délais rapprochés, d'une réunion tripartite : direction des groupes sidérurgiques, pouvoirs publics et syndicats, «seul moyen» selon les fédérations syndicales «pour pouvoir remettre en cause les décisions industrielles».

Reste évidemment à définir les moyens d'actions propres à contraindre l'Etat à revenir sur ses plans de licenciements massifs.

DES PROPOSITIONS FLOUES

Là, les choses sont un

peu plus vagues. La fédération CGT proposait dans un premier temps une action à classer, semble-t-il, dans le cadre de ce qu'elle appelait récemment des actions «larges» en vue d'imposer des «reculs réels»... La CGT proposait donc une journée nationale d'action avec arrêt total de la production.

La fédération CFTD proposait, elle, de limiter cette journée (sans la remettre en cause) aux travailleurs touchés par les restructurations. N'arrivant pas à se mettre d'accord sur les modalités précises d'une

telle action, les fédérations syndicales, sauf la CGC, décidaient d'appeler en commun leurs organisations respectives (syndicats, sections syndicales) à «proposer partout aux travailleurs et dans chaque usine le principe d'une coordination nationale des luttes sur la base d'un engagement à partir du 8 avril, d'une période sans acièr» : ce pourrait être une initiative intéressante, qui pourrait faire mal aux patrons de la sidérurgie. Pourtant, les fédérations ajoutent que «les modalités et la durée de cette action

seront déterminées unitairement et démocratiquement dans chaque usine». Un appel fort vague, qui est au moins éclairant sur une chose : les fédérations n'organisent ni ne proposent aucune action concrète, laissant de fait les organisations de chaque usine sidérurgique chacune dans son coin, isolée, alors que justement la nécessité d'un début de liaison entre elles est posée avec force, pour tracer les premiers pas d'une action commune.

Richard FEUILLET

PCUK (Levallois)

LES TECHNICIENS ENGAGENT DES ACTIONS EFFICACES

La direction générale de PCUK a décidé la fermeture d'un des deux laboratoires du centre d'application de Levallois (Hauts-de-Seine) qui compte aujourd'hui 300 salariés. Ainsi, afin de concentrer l'activité sur un seul laboratoire, la direction a décidé :

— le transfert d'activité plastique et caoutchouc (39 travailleurs) dans l'Oise à Villers-Saint-Paul et Villers-Saint-Sépulchre. Actuellement la direction refuse de donner la garantie de reclassement en cas de refus de transfert : c'est la mutation ou le licenciement.

LA RIPOSTE DES TRAVAILLEURS

Dès l'annonce de ces mesures, la CFTD et la

CGT ont appelé les travailleurs à engager l'action : élaboration d'un cahier de revendications déposé le 5 juin 1978, mise en œuvre de débrayages, pétitions, actions coordonnées avec d'autres établissements PCUK menacés (l'usine d'Aubervilliers, dont la fermeture totale a été annoncée, le siège PCUK qui voit ses effectifs diminués de façon constante). Ces actions limitées sont restées sans effet sur la direction. Il fallait déboucher sur des actions adaptées à la situation et qui puissent avoir un impact sur PCUK. Parmi les travailleurs concernés par les transferts, nombreux sont ceux qui se déplacent en clientèle. C'est ainsi qu'à l'assemblée générale du personnel convoquée le 23 mars dernier, les techniciens de la

section «polyuréthane», unanimes, ont annoncé la grève des déplacements en clientèle ; l'assemblée générale soutenait massivement (120 personnes) cette initiative et s'engageait à se réunir à nouveau en cas d'un coup de force de la direction contre les techniciens. Des propositions ont été faites pour élargir l'action, dès que cela s'avèrerait nécessaire.

Le 3 avril, les techniciens de la section «propriétés et structures des matériaux» (autre section devant être transférée) engageaient la grève des résultats (le travail effectué ; les résultats ne sont pas transmis). Menée une semaine, un terme a été mis à cette forme d'action, vu les menaces individuelles proférées, renvoyant à la faute professionnelle. D'autres for-

mes d'action sont à trouver. La grève des déplacements tient bon depuis trois semaines et la clientèle commence à se retourner contre PCUK qui voit ainsi son image de marque altérée. Aujourd'hui l'initiative appartient aux travailleurs. La direction a concédé quelques reculs sur des revendications secondaires (modalités de versement d'une prime, jours de congés pour chercher un logement, etc) mais n'a pas avancé en ce qui concerne la garantie de l'emploi sur le site en cas de refus de mutation. Poursuivre l'action, travailler à l'unité, développer le rapport de force en faisant entrer dans l'action directe d'autres secteurs, telles sont les questions qui sont à l'ordre du jour à PCUK Levallois.

Corr. PCUK Levallois

Les jeunes allemands soutiennent Longwy

A Nagold, Bade-Wurtemberg, 5 avril 1979, RFA.

Les jeunes sportives de la petite ville de Nagold dans la Forêt Noire ont appelé au soutien des luttes des sidérurgistes de la ville jumelée de Longwy. Les jeunes ont lancé cette initiative, malgré le refus de la fédération sportive d'en assumer la responsabilité. Ensemble, avec d'autres fédérations de jeunesse par exemple, les jeunes syndicales du DGB, comités d'élèves, jeunes socialistes du SPD, organisent l'information dans la ville, une collecte et un meeting. La direction locale du MPD a essayé de récupérer ce mouvement afin de déployer une propagande chauvine. Le SPD demande que le gouvernement fédéral à Bonn intervienne dans le cadre «de la coopération entre partenaires européens» pour aider à établir l'aide de la «participation» des ouvriers, «la paix sociale» ; comme si la grève des sidérurgistes ouest-allemands ne venait pas de porter un coup cinglant contre cette idéologie de coopération de classe. Entre-temps, l'union des organisations de jeunesse de Nagold a décidé de soutenir pleinement l'action de soutien aux luttes des sidérurgistes de Longwy.

D'après le service d'information sidérurgie du *Kommunistische Volkszeitung* N° 15.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Dossier
du
Quotidien du Peuple

Berliet

QUAND LE PCF PART A LA CONQUÊTE DU MARCHÉ FRANÇAIS OU «FABRIQUONS FRANÇAIS» ET «DES MILLIONS POUR NOS CAMIONS»

Par Michel BERTEL

Le poids lourd est en difficulté, RVI licencie et restructure. Les travailleurs en paient les conséquences. Mais le PCF a son explication. Mieux, il offre des solutions. Nous allons ici examiner son argumentation, reprise et amplifiée évidemment par la CGT. Ceci dit, il ne s'agit pas d'opposer aux arguments économiques du PCF d'autres arguments économiques. Il ne s'agit pas d'une querelle d'exerts. Mais d'une question cruciale : les travailleurs doivent-ils se battre pour défendre les trusts français et nationalisés contre les trusts allemands ou autres, ou doivent-ils se battre pour leurs revendications, les 35 heures, les 350 F pour tous... et viser à porter des coups au capitalisme ? D'où doit-on partir ? De quel point de vue ?

Pour la petite histoire, rappelons d'abord que le PCF s'est opposé dans le passé aux diverses tentatives de restructuration, soit avec Fiat, soit Volvo ou Citroën.

UN CHOIX DU PCF MIS EN ŒUVRE PAR LA BOURGEOISIE

Dans les années 1970-1974, il proposait «une solution nationale» à savoir la fusion Berliet-Saviem. Pour la faire accepter, il fallait en présenter aux travailleurs un visage attrayant. La presse du PCF, relayée par la presse syndicale, exposait alors les

différents barèmes de salaire de Renault-Saviem/Berliet, montrant que ceux de Berliet avaient tout à gagner à une grille unique des salaires.

Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts !

D'abord, le choix proposé par le PCF dans les années 1970 est celui qu'a fait, après diverses tentatives, la bourgeoisie française. Et cela a mis au grand jour que la restructuration proposée par le PCF, aussi «nationale» qu'elle puisse être, n'en est pas moins capitaliste, avec son cortège de licenciements, mutations...

Quant à la grille unique, elle n'a

pas encore vu le jour. Bien que des négociations soient prévues prochainement, ce qui en sortira à coup sûr, pour les salaires de Berliet mais aussi ceux de Saviem, c'est une concurrence par le bas !

Pour le PCF, le gouvernement étant celui des grands monopoles et des multinationales, il veut brader Renault à leur profit. Alors, le PCF prend «la défense du groupe Renault, mis en cause de toute part par le capital» (Humanité du 31 mars, Tribune du 23^e congrès). Mais qu'est-ce donc que Renault ? Sinon une multinationale à capitaux français (Espagne, Amérique du Sud, Tiers Monde...) c'est la défense de Renault compétitif que nous offre le PCF. Et les travailleurs dans tout cela ?

A L'ASSAUT DU MARCHÉ I

Pour que «vive RVI», il lui faut reconquérir le marché national. L'argument du PCF, à peine résumé, est le suivant :

«On produit moins, on vend moins de camions. D'où des mesures antisociales de la Direction. Mais ce n'est pas fatal.

Il faut produire plus pour vendre plus de camions. Pour cela, il faut ouvrir le bureau d'embauche, mais surtout être compétitif avec les concurrents. Donc, il faut obtenir d'importants crédits de l'Etat et moderniser l'appareil de production. Pour reconquérir le marché, alors que la moitié des camions immatriculés en France sont étrangers, il faut exiger du gouvernement qu'il prenne des mesures contre la pénétration étrangère...»

Examinons quelques points :

● D'abord prétendre que moderniser l'appareil de production sous le capitalisme est une solution à l'emploi, c'est tromper cruellement les travailleurs. Chaque jour en apporte le triste exemple : travailleurs jetés sur le pavé par les restructurations, intensification du travail pour ceux qui restent...

Pour l'embauche, le raisonnement du PCF est le suivant :

«Si nous avions 80 % du marché français, cela ferait 25 000 véhicules à produire en plus, donc 15 000 emplois supplémentaires. Mais qui va acheter ces véhicules ?

Beaucoup de transporteurs, aux dires du PCF, achètent du Mercedes ou du Volvo, car les délais de Berliet sont trop longs. Inévitablement, il y voit «une intention délibérée d'aggraver les difficultés de l'entreprise».

Mais du fait de la crise, de la baisse importante des clients habituels (bâtiment, travaux publics...) la restriction des commandes du marché intérieur ne peut aller qu'en s'aggravant. Comment en serait-il autrement alors que la guerre commerciale, au bénéfice des plus forts, a accentué la

pénétration étrangère sur le marché français ?

Aujourd'hui, se plaint le PCF, «47,5 % du marché poids lourd est couvert par la production nationale, contre 60 % en RFA et 95 % en Italie». S'il ne veut pas que les firmes étrangères prennent le marché français, il est par contre tout à fait d'accord pour prendre celui des autres : RVI vient de signer un accord avec la firme US MACK qui lui permet de vendre des camions aux USA, et le PCF «n'est absolument pas opposé à ce genre de contrats».

Poursuivons. Le poids lourd est bradé, démantelé. Mais les mesures préconisées par le PCF peuvent-elles renverser la vapeur ?

● Par des crédits de l'Etat ? Selon lui, l'Etat «mène la vie dure à Renault» et préfère aider les groupes privés. Pourtant, il s'est engagé à verser 1 milliard 200 AF à RVI d'ici 1982.

A quoi servira ce milliard ? Tout simplement à «investir suffisamment pour moderniser» répond le PCF. On en imagine les conséquences !

De plus, «à ce jour, seuls 400 millions ont été donnés» explique-t-il.

Ajoutons pour notre part que cela a servi de façon certaine à financer les «départs volontaires» avec les primes alléchantes versées à ceux qui partaient «de leur plein gré». Les 800 millions restants serviront-ils à payer les prochains licenciements ?

● Par l'élimination de la concurrence sur le marché français ? En réclamant la fin du dumping ? Vue la situation de la France, inextricablement imbriquée dans la crise, vue la surproduction considérable dans ce secteur, on voit mal comment une concurrence peut être réduite...

Et surtout l'argumentation protectionniste du PCF nie la réalité, c'est-à-dire l'insertion économique de la France dans la CEE, l'imbriication des économies européennes.

De plus, il y a le risque évident de mesures de rétorsion sur Renault, que pourrait alors prendre l'Allemagne, par exemple.

● Par le lancement d'un nouveau moteur, d'une nouvelle direction, d'une nouvelle boîte à vitesse ? Cette course à l'innovation n'aboutit-elle pas justement à la liquidation, à la fermeture des secteurs que les capitalistes ne jugent plus rentables. En somme, pour espérer garder leur emploi, les ouvriers de Berliet devraient participer à cette compétition du côté de leur patron, tout faire pour être toujours les premiers et pour cela accepter sans broncher l'exploitation que celui-ci leur fait subir.

RETROUSSIONS NOS MANCHES I

Si l'on pousse jusqu'au bout le raisonnement de la compétitivité, («faire un bon produit qui se vend»), de l'augmentation démesurée de la production (75 000 véhicules à produire), c'est l'interdiction aux travailleurs de faire grève !

Car s'ils sont en grève, ils ne produisent plus de camions. Cela va aggraver la situation du poids lourd !

Il faut donc qu'on retrouve les manches pour sauver la France et son camion...

Bref, la suite logique à «sauver le poids lourd», c'est de ne pas entraver la production, d'éviter autant que possible de recourir à la grève. En fait de délégations, on se fait recevoir par le préfet, on discute au Parlement et on soupire : «Des solutions existent...»

Et quand les ouvriers des Ponts à Saint-Priest bloquent les chaînes de montage, on se dépêche de les faire reprendre le travail... Ou on promène les travailleurs sur les trémières d'autoroutes pendant deux heures, histoire de ne pas gêner la production...

Entre le PDG de RVI et la CGT, une convergence...

Bien que l'argumentation de la CGT-RVI ait quelque peu évolué depuis novembre 1978, un document de cette époque est à rapprocher du «plan social» de Zanotti en janvier 1979, et ses récentes déclarations.

A l'époque, la CGT mettait l'accent sur «la reconquête du marché intérieur à 55 %». Depuis, élections européennes oblige, c'est contre les Allemands et l'intégration européenne que la CGT fait porter son argumentation.

Ceci dit, en novembre 1978, la CGT déclarait : «Aujourd'hui la priorité, c'est reconquérir le marché intérieur. Cela est possible. Il faut que la direction et le gouvernement prennent des mesures immédiates et efficaces en ce sens».

En janvier, le PDG de RVI tenait le même son de cloche : «Il nous faut vendre plus, vendre mieux, et renforcer la reconquête de notre marché national».

Il poursuivait en ces termes : «L'important pour nous est

1979 sera en effet de faire travailler nos usines dans des conditions normales d'exploitation, de recouvrer la productivité, de redevenir compétitifs. C'est la raison pour laquelle je cherche à rejoindre au plus vite les conditions d'exploitation de nos principaux concurrents européens».

La CGT écrivait en novembre : «Nous pouvons vendre plus, nous pouvons produire plus».

Et elle tenait ce langage, qu'un capitaliste n'aurait pas nié : «La direction dit que nous ne sommes pas compétitifs. Mais être compétitif c'est produire un véhicule comparable à un véhicule concurrent, pour un prix semblable. Il y a deux choses :

— Faire un bon produit : nos camions, nos autobus sont-ils moins bons que ceux de MAN, FIAT, Volvo ? Non !

— Faire un produit qui se vende : «(...) C'est vrai que nous avons pris du retard et que Berliet et Saviem n'ont pas

Une campagne chauvine

Nous avons vu précédemment que si le PCF compte partir «à la conquête du marché français», il ne néglige pas pour autant les marchés extérieurs.

La satisfaction, même si elle est nuancée, de voir l'accord RVI-MACK conclure est significative. D'ailleurs, il n'y a pas si longtemps, les dirigeants CGT, membres du PCF, de la Saviem à Blainville réclamaient un «plan d'urgence du véhicule industriel» passant par «la conquête en priorité des marchés extérieurs» (document de novembre 1976).

Mais la campagne que développe aujourd'hui le PCF dans la région Rhône-Alpes avec la «défense du poids lourd français» a des relents de chauvinisme et de xénophobie.

«Allons-nous accepter le contrôle de toute notre industrie nationale ?» lit-on dans le tract CGT distribué récemment. Ou alors dans un tract du PCF : «La politique d'intégration européenne et atlantique de Giscard est la cause du bradage de RVI». Les grands mots sont lâchés.

L'ennemi, ce n'est pas le capitalisme, c'est le «boche». Renault devient le trust à défendre face aux attaques des Giscard, Barre, Zanotti «vendus à l'étranger», et le poids lourd une «production nationale» poignardée dans le dos par les firmes européennes...

Le PCF a beau jeu d'attaquer l'Allemagne où la cogestion est instituée officiellement et veine suprême, ce sont les sociaux-démocrates qui sont au pouvoir.

En résumé, Zanotti, le PDG de RVI est venu à Schmidt ! Et tant pis si Zanotti invite, dans un document officiel, les patrons à acheter du Renault, plus le mensonge est gros...



DIVISER LES TRAVAILLEURS

Mais il y a plus grave. L'attitude du PCF aboutit à des conséquences dangereuses pour l'unité de la classe ouvrière.

● Ainsi, lors de la manifestation des «états généraux» à Lyon le 7 février, devant le siège social de Mercedes, alors que des ouvriers étaient aux fenêtres, les militants du PCF lançaient des slogans hostiles aux Allemands, du genre «Fabriquons français !», en menaçant du poing.

● Pire, lors d'un blocage d'autoroute, il y a un mois, des voitures de fabrication étrangère étaient malmenées. Réponse des «casseurs» aux travailleurs propriétaires de ces véhicules : «T'es qu'à acheter français !».

● Autre exemple : à Brest, la communauté urbaine voulant renouveler son parc d'autobus a choisi une entreprise allemande, plutôt que RVI. Commentaire de L'Humanité : «Sous prétexte d'un moindre coût d'achat, élus socialistes et de droite ont choisi le matériel offert par l'étranger».

Fallait-il que les travailleurs de Brest acceptent une augmentation de leurs impôts locaux pour que ce marché soit offert à Renault ?

Mais que doit raconter le PCF aux ouvriers des usines étrangères implantées en France, comme Mercedes ou FIAT ? En toute logique, c'est de dire qu'il faut fermer ces usines et en licencier les travailleurs pour que «vive RVI» !

QUELLE PRIORITE ?

Exemple significatif : dans un tract du PCF appelant à la «solidarité entre sidérurgistes et ouvriers de Berliet (...) pour s'opposer à l'intégration européenne», la première exigence qui est mise en avant, ce ne sont ni les 35 heures, ni les 350 F pour tous, ni le salaire minimum à 3 000 F, non, c'est «exiger du gouvernement qu'il mette fin au dumping, qu'il verse la totalité des 1 200 millions, qu'il prenne des mesures contre la pénétration étrangère...» !

UN PROJET CAPITALISTE

Entre le discours capitaliste de Zanotti et celui du PCF, il y a peu de différences. Tous deux s'accrochent sur la conquête des marchés, la relance de la compétitivité, la nécessité de vendre plus et mieux...

Mais le PCF cherche à persuader les travailleurs de Berliet que ses propositions seraient plus efficaces que celles actuellement mises en œuvre. Et surtout qu'il serait mieux à même de les mener à leur terme que les Giscard, Barre.

Fondamentalement, ce que le PCF remet en cause, c'est ce qu'il appelle le gaspillage des capitaux et des hommes, le manque de rationalité des choix économiques, la mauvaise utilisation des fonds de l'Etat, le manque de compétitivité de l'économie française sur le plan mondial, vis-à-vis des autres concurrents impérialistes. Car le PCF se place d'emblée dans le cadre des rapports impérialistes mondiaux.

Avec un poids lourd français «agressif», le PCF souhaite en fin de compte une économie capitaliste plus efficace, où seraient supprimés les abus les plus nocifs de la concurrence pour mieux s'imposer sur le marché, où serait développée une productivité sans entraves...

Quand le PCF se plaint que «Berliet et Saviem n'ont pas modernisé suffisamment et à temps» il se place d'emblée dans le cadre capitaliste. Une fois son argumentation débarrassée de sa démagogie, il reste bien cela : le PCF propose un autre type de restructuration, une autre conception de la guerre commerciale...

QUE PEUVENT EN ATTENDRE LES TRAVAILLEURS ?

Mais contre qui nous battons-nous ? Les trusts allemands, ou les trusts et l'Etat de la bourgeoisie de notre pays ? Que peuvent espérer les travailleurs de cette reconquête des marchés ? Quel

intérêt ont-ils à défendre la Régie Renault ? L'exploitation y serait-elle moins féroce ?

En fin de compte, examiner les positions chauvines du PCF revient à examiner la place qu'occupe Berliet dans sa stratégie.

Berliet est une boîte test, reliée directement au CC du PCF. Il y expérimente ses propositions politiques, les affine. Faire passer une idée à Berliet, c'est un atout considérable pour la faire accepter ensuite par les travailleurs de Rhône-Alpes.

Avoir un projet cohérent pour le

poids lourd, étayé, argumenté, montrer qu'avec lui au gouvernement, la France serait «sauvée» de la crise, tel est le projet du PCF. D'ailleurs, ses «données économiques» ne sont présentées que pour justifier un projet politique établi d'avance : le capitalisme d'Etat.

Non, ce n'est pas d'un capitalisme plus efficace que les travailleurs ont besoin. C'est oublier que dans plus d'une municipalité PCF, en particulier dans la région parisienne, les LADA pullulent. Elles sont produites... en URSS.

Berliet (Vénissieux) : La répression antisindicaliste continue

A Berliet, poids lourd français ou pas, la répression s'alourdit : Zanotti, le PDG, a décidé apparemment de frapper fort. Non content de la procédure de licenciement à l'encontre de quatre responsables CGT et de deux responsables CFDT de Berliet-Vénissieux, la direction vient de faire part d'une liste d'ouvriers qui figurent les noms de neuf autres travailleurs, tous militants syndicaux. Le motif est toujours le même : une participation à une soi-disant séquestration de deux directeurs du personnel, il y a trois semaines.

Répression antisindicaliste d'envergure, tentative de démanteler les organisations syndicales, volonté de faire régner la peur de la répression à l'usine... Une riposte immédiate et massive aurait dû voir le jour après ces procédures de licenciement. Mais le PCF, soucieux de défendre le groupe Renault «attaqué par le capital», reste par contre très «prudent» : — Quelques jours après l'annonce des licenciements des responsables, l'un d'entre eux, figure de proue de la CGT à Berliet, interviewé par l'Humanité déclarait : «Je ne quitterai pas Berliet de gaieté de cœur ! Une façon de partir battu d'avance...»

— Les premiers débrayages de riposte n'ont duré qu'une heure ponctuée de discours souvent grandiloquents, mais sans perspective d'action. Certes, depuis des meetings pour la liberté se tiennent régulièrement, un débrayage le jour de la session du CCE a été bien suivi, mais est-ce suffisant ?

N'y a-t-il pas chez nombre de travailleurs de Berliet, une volonté croissante de marquer des coups significatifs, de remplacer les manifestations-promenades par des actions efficaces, ainsi que pour certaines équipes syndicales, la volonté de regrouper tous ceux qui veulent se battre sur des bases claires ? Oui, il y a bien cela aujourd'hui à Berliet.

Limites la riposte à cette attaque intolérable du PDG de Renault véhicules industriels, c'est la porte ouverte à la poursuite par le patronat tout entier de telles mesures à l'encontre des sections combattives, des militants combattifs. A Berliet, mais aussi dans toute la région, ainsi récemment dans une boîte de Villeurbanne où plusieurs délégués ont été licenciés après une grève...

Aujourd'hui, l'heure est à l'action unitaire, massive, coordonnée et efficace. Les travailleurs de Berliet doivent œuvrer à la construire.

Correspondant



Si on trouve encore des haies vives et des chemins creux en Bretagne et en Normandie, il est de nombreux endroits où celles-ci ne sont plus qu'un vague souvenir. Même dans ces régions que l'on sait de tradition bocagère, les haies sont de plus en plus la proie des bulldozers. Ceci, du fait des travaux liés aux remembrements qui ont pour but de concentrer les parcelles d'exploitation. La fonction du bocage n'est-elle que de clôture ? On a trop voulu le faire admettre. Mais aujourd'hui, on redécouvre les différentes fonctions de celui-ci.

LA HAIE BOCAGÈRE, BIEN PLUS QU'UNE SIMPLE CLOTURE

Par Philippe SANTERRE

Bien sûr, on reconnaît aussi que les haies servaient autrefois aussi à fournir du bois de chauffage ; mais, aujourd'hui, on ne se chauffe plus au bois ! Voilà donc une source d'énergie que l'on néglige. Le bocage a aussi bien d'autres rôles.

La haie adoucit le climat...

Une haie bien étagée, c'est-à-dire qui comprend des arbres de haute tige et des arbustes bien fournis joue le rôle de brise-vent. Elle permet l'abri du bétail, elle empêche la verse des cultures. De plus, elle modifie la température au niveau de la parcelle : elle protège du gel en hiver et maintient la fraîcheur en été. On constate une variation moyenne de 1° sur les températures une fois les arrasements de haies effectués. Cette régulation du climat permet la diminution des maladies pulmonaires chez les animaux et une réduction des accidents climatiques néfastes aux cultures.

Elle recule les eaux...

Les haies constituent des barrières pour les eaux qui ruissellent ; aussi les eaux s'écoulent plus lentement et le temps qu'elles mettent à rejoindre les rivières est allongé ; elles diminuent donc les risques d'inondation et favorisent leur infiltration dans le sol, et donc, une meilleure alimentation des nappes d'eaux souterraines. En plus, de cet effet de barrière, les haies vives étant constituées de végétation (arbres et arbustes) aux racines profondes, constituent les régulateurs

de la teneur en eau du sol : en période sèche, ces racines permettent un meilleur pompage de l'eau du sol et limitent ainsi les effets de la sécheresse sur les cultures. Enfin, les chemins creux jouent le rôle de fossés de drainage dans les cas notamment de terres très argileuses et imperméables où, en périodes de fortes pluies, des mares durables se forment dans les creux.

Elle épure les eaux...

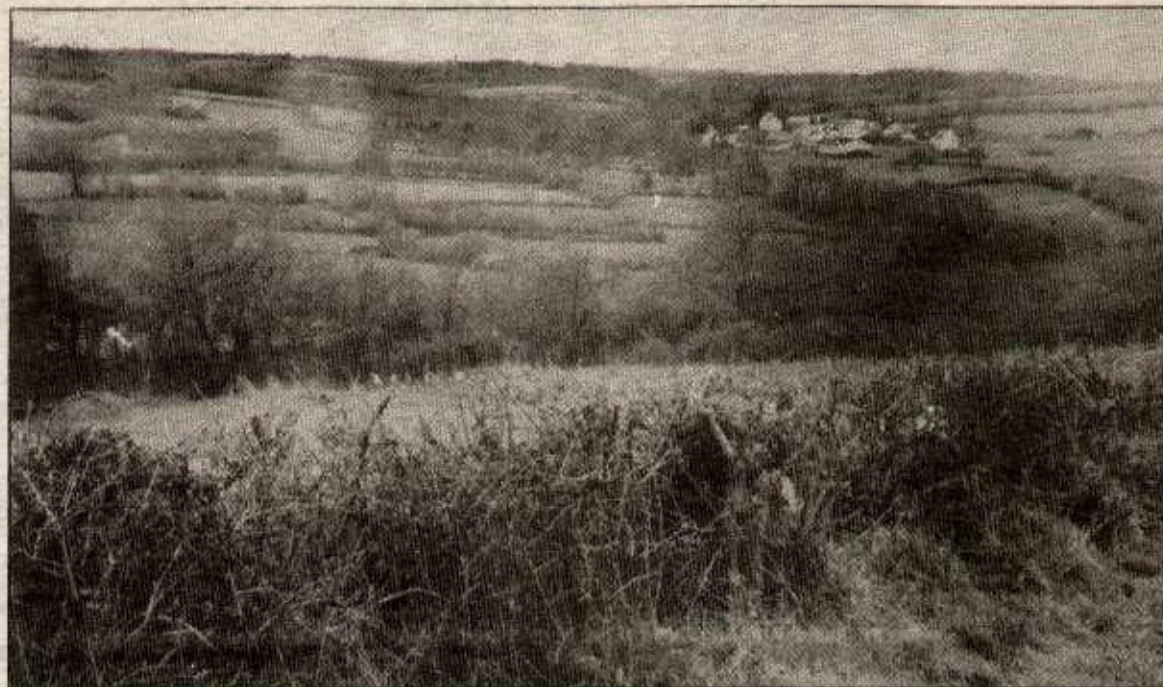
Certaines expériences menées ces dernières années ont prouvé le rôle épurateur de la végétation ; cette capacité d'épuration dépend des végétaux (cet aspect est encore mal connu) mais aussi évidemment des contacts entre la végétation et les eaux. Aussi les arbres dont les racines aspirent une grande quantité d'eau ont un rôle.

Elle évite l'érosion des sols...

En pays de champs ouverts, les sols sont soumis à l'érosion : le vent qui emporte les particules légères des terrains meubles (loess), et l'eau qui entraîne la terre des pentes. Ainsi, en France, plus de 4,5 millions d'hectares (8 % de la surface du territoire) présentent des signes d'érosion, dont 500 000 sous l'effet du vent, le reste sous l'effet de l'eau. En zone boisée, l'érosion par l'eau est parfois divisée par 100 ou plus !

Elle constitue un trésor botanique...

Les plantes qui constituent les haies, si elles varient avec les climats, les sols, et les régions



Dans les régions de tradition d'élevage, ici en Bretagne, le bocage encore conservé est de plus en plus menacé.

n'en constituent pas moins des associations équilibrées d'espèces variées : ainsi, en pays calcaires trouvera-t-on l'aubépine, et le prunellier par exemple, que l'on ne rencontre guère autrement. Il en est de même pour de nombreuses «herbes». La haie sert aussi de refuge aux mauvaises herbes qui, si elles ne peuvent s'y développer à loisir, du fait de l'arrasement, n'auront de cesse pour survivre, que d'envahir les cultures. Avec les haies disparaissent enfin de nombreux champignons.

... Et un refuge pour les animaux

Alors que la France connaît deux millions de chasseurs, la disparition du bocage fait diminuer le gibier. De nombreux mammifères ont besoin d'un couvert végétal pour se reposer et surtout pour se reproduire. Il en va de même pour les oiseaux, qu'ils soient gibier (faisans), rapaces ou passereaux. Or, la disparition des rapaces, qui se nourrissent principalement de petits rongeurs (loirs, campagnols,...) entraîne le développement incontrôlé de ces animaux qui font subir des ravages aux cultures.

Les rapaces, du fait qu'ils se situent au bout de la chaîne alimentaire, sont d'excellents régulateurs de l'équilibre biologique. Leur disparition s'accompagne bien souvent d'une prolifération d'autres espèces. Et c'est la prolifération d'une espèce qui entraîne les plus grands dommages. Une étude effectuée par J.M. Le Duc a montré qu'au-dessus de 6 hectares le nombre des chouettes hulottes décroissait quand augmentait la dimension des parcelles du bocage. De même les doryphores, ces parasites des cultures de pommes de terre, augmentent quand la taille des parcelles augmente. La raison en est que leurs prédateurs naturels (les animaux qui se nourrissent de ces insectes) vivent dans les haies. Les haies sont favorables aussi aux abeilles ; c'est pourquoi le rendement de miel augmente de 17 à 18 % en moyenne en zone bocagère...

Les exemples seraient nombreux encore mais on en citera encore deux, un peu inattendus :

— pendant la sécheresse de 1976, dans le Cantal, les haies qui devaient être arrachées ont permis aux vaches affamées de se nourrir (aussi ont-elles été conservées).

— la suppression des haies, qui a pour but d'augmenter les rendements a vu pour le trèfle au contraire décroître ceux-ci fortement ; tout simplement parce que les insectes qui permettaient la fécondation de la plante habitaient les haies !

D'AUTRES VOIES POSSIBLES

Aujourd'hui, comme le montrent certains exemples cités, on ne peut plus ignorer les conséquences de la disparition du bocage. Il y va de notre environnement, de notre mode de vie. Mais la connaissance (encore incomplète) de ses effets permet de mettre à jour l'enjeu de la politique des remembrements tels qu'on les a connus jusqu'ici.

La destruction des haies, le nivellement des chemins creux n'est qu'un aspect nécessaire à la concentration à la campagne ; le développement de très vastes exploitations agricoles, lié à une mécanisation très lourde, n'a d'intérêt aujourd'hui que pour le capitalisme agricole. Elle aboutit, au contraire, à la ruine pour le petit paysan qui ne peut s'endetter pour les investissements nécessaires à cette mécanisation. Cette politique a, comme chacun d'entre nous a pu le constater, un effet sur la qualité des produits : l'érosion des sols, le développement des parasites nécessite pour l'accroissement (ou même simplement le maintien) des rendements le recours de plus en plus intensif aux engrais et aux pesticides, sources de nouvelles dettes pour les petits exploitants, de nouvelles

pollutions et de dépenses énergétiques importantes.

Une autre voie est-elle techniquement possible, sans le retour à des formes d'exploitation archaïques ?

Il n'est pas évidemment souhaitable, pour les agriculteurs et leurs conditions de travail de revenir aux méthodes d'autrefois. Mais le maintien du bocage peut s'accompagner d'un autre type de développement :

— Avec le remodelage des parcelles en préservant le bocage, en adaptant les machines au bocage et non le paysage aux machines.

— En créant de nouvelles machines pour mécaniser l'entretien des haies.

— Enfin et surtout en changeant la structure de la propriété, de telle sorte que l'intérêt individuel de l'exploitant et celui de la collectivité coïncident. Cela ne passe-t-il pas par le développement de coopératives ayant pour tâche de gérer l'ensemble des richesses locales ?

Les exemples et données sont empruntés à :

— Sciences et Avenir N° 371 - janvier 1978.

— La Documentation française : éléments pour une évaluation de l'espace rural

— Ramade : Eléments d'écologie appliquée.

Une disparition voulue par le développement du capitalisme agricole

Les haies servaient autrefois à délimiter les parcelles. Du moins est-ce la seule utilité qu'on leur a accordée ces dernières années.

Pendant la féodalité, existait le droit d'aînesse qui faisait que le fils aîné recevait en héritage l'exploitation du père. Avec la disparition de la féodalité et l'instauration du régime bourgeois, la répartition des héritages entre les différents enfants a entraîné un morcellement des exploitations. Cela a bientôt conduit, par le jeu de la libre concurrence à ce que nombre d'exploitations ne parviennent plus à faire vivre leurs exploitants. Les petits propriétaires exploitants se sont vu alors contraints de vendre leurs terres et progressivement est apparue la concentration capitaliste à la campagne. Cette concentration s'est bien sûr accompagnée de la mécanisation des travaux du sol et de ce fait, la parcellisation importante des terres est devenue une entrave à cette rentabilité.

Aussi est apparue une nouvelle pratique foncière ; le

remembrement, dont le but est de regrouper les parcelles d'un même exploitant éloignées les unes des autres.

C'est pourquoi les terres réservées aux grandes cultures (céréales et betteraves en particulier) ont vu le remembrement s'effectuer plus tôt. Aujourd'hui, dans les régions de cultures, le bocage a complètement disparu pour laisser la place aux «champs ouverts», que constituent ces paysages monotones, sans âme, de la Beauce par exemple.

Les terres de moindre qualité agronomique, jusqu'ici réservées à l'élevage ont de ce fait mieux résisté à cette pratique d'«ouverture». Mais aujourd'hui, les progrès agronomiques permettent, par l'apparition de nouvelles variétés moins exigeantes de développer les cultures là où autrefois les sols étaient impropres au développement des anciennes variétés. Aussi, ces pays restés jusqu'à ces derniers temps zones de bocage commencent à voir apparaître le bulldozer.

Faut-il conserver les plaines céréalières ?

La connaissance des effets du bocage peut amener à se poser la question des vastes plaines céréalières du Nord de la France, ces greniers à blé. Est-il souhaitable de les conserver ? Si le bocage a disparu bien plus tôt qu'ailleurs, bien qu'il semble qu'il y ait existé autrefois, c'est que le sol se prêtait mieux qu'ailleurs aux forts rendements de céréales appelait plus facilement la mécanisation. La disparition du bocage y a les mêmes conséquences qu'ailleurs mais à un degré moindre souvent : dans les régions au sol profond et fertile, aux faibles pentes et aux vents modérés, l'érosion du sol ne sera pas sensible, du moins à l'échelle humaine. Quelques rideaux d'arbres bien placés peuvent encore améliorer la situation. Aussi, l'augmentation des rendements qu'entraîne la mécanisation en grand justifie-t-elle alors physiquement ces champs ouverts ?

Mais dans ces plaines, l'appel massif aux engrais et pesticides aboutit inexorablement à la pollution des eaux souterraines. C'est cette pratique agricole qui est alors à mettre en cause. Des moyens existent ou sont à chercher qui permettraient d'éviter ces pollutions et gaspillages : engraissement par engrais liquides au goutte à goutte, rotation des cultures (le trèfle et la luzerne fournissent au sol les nitrates qu'on apporte aujourd'hui par les engrais chimiques), lutte biologique contre les parasites par l'emploi des prédateurs ou par la pratique des cultures associées...

Aussi pas plus que le tout-nucléaire ou le tout-pétrole en matière d'énergie, ne peut-on accepter le tout-champs-ouverts ou (mais là n'est pas le risque) le tout-bocage en matière de mode de cultures. Celui-ci doit être adapté au relief, au climat, aux qualités des sols.

● La nouvelle équipe de Mitterrand

La nouvelle direction du PS est formée, pour le secrétariat national, de fidèles de Mitterrand. Sa composition prend acte de la rupture de l'ancienne majorité, concrétisée au congrès. Michel Rocard et Pierre Mauroy se trouvent donc éliminés de cette instance.

Dans la composition du secrétariat national, Mitterrand a tenu à mettre en place des hommes nouveaux dans le parti, ayant adhéré au PS depuis quelques années. Le n° 2 du PS est désormais Lionel Jospin, qui assurera l'intérim du premier secrétaire (poste qu'assurait auparavant Mauroy) et qui est également chargé des relations internationales du PS. Jospin était jusqu'à présent responsable des relations avec le Tiers Monde. On note aussi l'ascension de Laurent Fabius, désormais porte-parole officiel du PS, dont il n'est membre que depuis 1974.

Conseiller économique de Mitterrand depuis 1975, il s'était trouvé placé à la tête de la commission économique à la suite du décès de son responsable, André Bouloche. C'est avec l'appui de Mitterrand qu'il avait été préféré à Rocard, on saisit pourquoi. Au congrès, il s'est fait remarquer par une vigoureuse diatribe antirocardienne. Il saura utiliser sa place de porte-parole du PS pour s'assurer une image dans l'opinion publique, qui pourra servir plus tard.

Le responsable des fédérations est Paul Quilès, député de Paris, Gérard Delfau, un ancien conventionnel, se trouve chargé de la formation, Pierre Bérégovoy, venu au PS en 1969, est chargé des relations extérieures, Véronique Néiertz des luttes de femmes, Christiane Mora de la communication et de la propagande, Jean Poperen des élections (poste autrefois auparavant détenu par Fajardie, bras droit de Mauroy), le syndicaliste CGT Claude Germon est chargé du secteur entreprises, Michel Pezet est chargé des questions de qualité de la vie et d'environnement, Marcel Debarge, qui fut un proche de Guy Mollet, s'occupera des collectivités locales. Le trésorier est Pierre Joxe.

Le bureau exécutif comprend treize membres pour la motion Mitterrand : il s'agit des mêmes, plus Mitterrand et Defferre. La motion Mauroy dispose de quatre élus : Mauroy, Françoise Gaspard, Savary, Daniel Percheron. Sont élus sur la motion Rocard : outre Rocard lui-même, Taddéi, Le Penec, Irène Chamarande, Michel de la Fournière. Le CERES a quatre places : Chevènement, Guidoni, Charzat, Annette Chépy.

Europe-Ecologie et la campagne européenne

Jeudi 12 avril, à l'occasion d'une conférence de presse, Europe-Ecologie a fait le point sur la campagne européenne des écologistes français. Cette campagne est menée en liaison avec plusieurs collectifs européens de même type. Europe-Ecologie a présenté la liste provisoire de ses candidats et a précisé ses objectifs. Les responsables d'Europe-Ecologie exigent la suppression du barrage des 5 % (seules les formations ayant dépassé ce pourcentage seront représentées et bénéficieront de la caution des 300 millions) et revendiquent qu'à partir de 1,23 % des suffrages, les frais de campagne soient remboursés.

La liste Europe Ecologie, quasiment complète, reste modifiable. On ignore encore si R. Dumont, par ailleurs présenté par le PSU, y figurera. Les personnalités ont été délibérément mises en fin de liste. Parmi la tête de liste se trouvent plusieurs écologistes connus (S. Fernex d'«Ecologie et Survie», J.C. Delarue de SOS environnement, plusieurs membres du Crilan) et des représentants des comités Quart Monde Europe. Sur les huit premiers candidats 4 sont des femmes, toutes les régions à peu près sont représentées.

Les 31 mars, au cours de la réunion de constitution de la liste, les délégués de région se sont opposés à une majorité écrasante à toute alliance avec des formations politiques. Les discussions avec la liste Régions-Europe restent à un niveau très général. Les 21 et 22 avril seront prises les décisions définitives.

D.D.

23^e Congrès du PCF

LES IMPASSES DE L'UNION DE LA GAUCHE

Des thèmes abordés dans la tribune du 23^e congrès de L'Humanité, celui de l'union de la gauche est sans conteste celui qui revient le plus souvent. Volonté de la direction, qui préfère ouvrir le débat sur l'union de la gauche plutôt que sur la nature de l'URSS ou le fonctionnement interne, certes. Mais il n'y a pas que cela. Depuis plus de 15 ans, l'union de la gauche est au centre de la politique du PCF. Pendant 6 ans, de 1972 à 1978, les

militants n'ont eu que le mot «programme commun» à la bouche. La grande majorité de ceux qui composent aujourd'hui le PCF ont adhéré dans cette période. Et aujourd'hui, le programme commun est mort, l'union n'a plus comme seule forme que le désistement au deuxième tour des élections. Une perspective s'est effondrée pour les militants du PCF, qui, d'une manière ou d'une autre, demandent des comptes à la direction.

L'ÉCHEC D'UNE LIGNE VIEILLE DE 15 ANS

Les dirigeants du PCF se trouvent confrontés à une double exigence : il leur faut tout à la fois justifier la politique passée, et tenter de tracer de nouvelles perspectives, sans que les deux termes n'apparaissent comme trop contradictoires. Les explications fournies par le projet de résolution, ou encore par Hermier, membre du BP, dans une récente interview à France Nouvelle, essayent de sortir d'une impasse... pour entrer dans une autre.

Passons rapidement sur le bilan des 6 années du programme commun, considérées comme positives parce qu'elles ont «permis de limiter les effets négatifs de la politique du grand capital». C'est tellement difficile à démontrer que la direction ne s'y essaie même pas.

LE PS : A DROITE OU A GAUCHE ?

Reste à justifier ce qui a été fait. La première question posée dans le débat interne porte sur la nature du Parti Socialiste. S'agit-il d'un parti irrémédiablement «de droite», s'agit-il d'un parti solidement ancré «à gauche», ou s'agit-il enfin d'un parti doté d'une double nature, ayant un penchant naturel à la collaboration de classes mais susceptible d'être du côté des travailleurs dans des conditions données ? Les trois positions ont été exprimées dans la tribune de discussion de L'Humanité, et toutes les trois s'appuient des prises de positions successives de la direction du PCF. Ainsi la résolution du 20^e congrès, en décembre 1972, était explicite : «Le parti socialiste a été conduit à se prononcer contre toute alliance à droite, pour la transformation de la société et l'entente des forces de gauche». Et aujourd'hui, Hermier vient dire que le PCF «n'a jamais nourri d'illusions sur le parti socialiste» ! Pour se justifier, il s'appuie sur le rapport de Marchais au comité central de juin 1972. Singulière pirouette, qui pour se sortir d'une impasse, va jusqu'à avouer qu'au PCF il y a deux langages, un pour les dirigeants, et un autre pour le congrès, que les statuts présentent cependant comme l'organisme suprême !



Quand l'Union était au beau fixe...

Aujourd'hui, la direction du PCF tente de s'en sortir en jouant sur les mots : le PS n'est pas un parti de droite, «mais il fait une politique de droite». Ainsi sont justifiées et les attaques actuelles, et les évolutions futures. La porte n'est pas du tout fermée à une nouvelle alliance, au contraire de ce que souhaitent de nombreux militants.

COMMENT INFLUENCER LE PS ?

Une deuxième question se trouve dès lors posée : quels moyens aurait le PCF de contraindre le PS à «revenir à gauche» ? On se souvient en effet que la signature du programme commun a été présentée par le PCF comme une grande victoire pour lui, puisqu'il avait contraint le PS à signer. De même que lors des municipales de 1977, ou à d'autres occasions encore.

La direction du PCF devrait donc logiquement conclure qu'elle est responsable de la mort du programme commun puisqu'elle n'a pas été capable de contraindre le PS. Et bien pas du tout ! Le projet de résolution multiplie les explications externes : l'internationale socialiste, l'arrivée de Rocard, la «guerre idéologique» déclenchée par l'impérialisme, etc... Pire encore : les vrais coupables, ce sont les masses : «A partir de la signature du programme commun, un certain nombre d'illusions se sont créées, sur le parti

socialiste et sa nature profonde : beaucoup de gens ont eu le sentiment qu'en signant le programme commun, le PS s'était rallié à la lutte pour le changement et le socialisme, alors que son objectif était de prendre appui sur ce programme, sur l'anticommunisme du pouvoir pour se renforcer à notre détriment et le moment venu rompre l'union et aller seul au gouvernement» (Guy Hermier). Notons au passage que la phrase : «Le PS s'est rallié à la lutte pour le changement», définie comme «illusion» par Hermier, est en toute lettre dans le texte issu de la conférence nationale qui a adopté le programme commun, en juillet 1972. Encore une contradiction. La manière dont les textes préparatoires envisagent la «contrainte» sur le PS est toute entière incluse dans l'union à la base. Nous y reviendrons.

D'OU VIENT LE RENFORCEMENT DU PS ?

Auparavant, il faut relever un autre élément de l'autojustification de sa politique passée que tente de faire la direction du PCF. C'est la question du «rééquilibrage de la gauche». La thèse officielle en cours aujourd'hui est que le PS s'est senti délié de ses engagements quand il s'est acquis une force électorale suffisante, et qu'il a cru pouvoir parvenir seul au pouvoir. Ce qui, soit dit en passant, ne concorde pas tout à fait avec les diatribes de

L'Humanité sur l'alliance, giscard-socialiste.

Mais là n'est pas l'essentiel. C'est vrai, en termes électoraux, que le rapport de forces entre PS et PCF s'est inversé depuis la signature du programme commun. Mais à qui doit s'en prendre la direction sinon à elle-même ? N'est-ce pas la signature qui a permis au PS de renaître des cendres de la SFIO, et de passer en dix ans de 5 % de Defferre en 1969 aux 27 % des cantonales de 1979 ?

Sur ce point, la direction reste muette, bien qu'elle soit interpellée par de nombreuses cellules.

Le raisonnement de ces nombreuses cellules et militants s'appuie sur des faits. Depuis son 17^e congrès, en 1964, le PCF se bat pour que ce soit signé un programme commun de gouvernement avec les socialistes. En 1972, il a crié victoire quand un tel programme a été signé. Et aujourd'hui, 15 ans après, il n'y a plus rien. La direction elle-même avoue qu'il faut «reconstruire». Inévitablement des questions surgissent sur cette politique, qui, après 15 ans d'efforts, aboutit à un échec complet.

Et ce ne sont pas les nouvelles perspectives offertes par la direction du PCF qui sont susceptibles de redonner de l'espoir aux militants de ce parti.

N. DUVALLOIS

ITALIE : LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LA POLITIQUE DE COMPROMIS HISTORIQUE

Le prix que le PCI a fait payer à la classe ouvrière italienne, pour réaliser sa politique dite de «compromis historique», est particulièrement élevé. Cette politique a pesé très lourdement sur le mouvement syndical que la direction du parti révisionniste s'est attachée à enchaîner à la défense du programme gouvernemental d'austérité. On se souvient, par exemple, des assemblées convoquées l'an dernier dans les usines par la CGIL et où le secrétaire général, Lama, le Séguy italien, s'évertuait à convaincre les ouvriers de la nécessité de l'«auto-limitation» de leurs revendications pour redresser la situation du pays.

Mais, cette tentative d'application du «compromis historique» au plan syndical, formulée au cours d'un rassemblement syndical, salle de l'EUR à Rome, en

janvier 1978, est aujourd'hui largement remise en cause. Ainsi, la période actuelle de renouvellement des conventions collectives a vu diverses fédérations syndicales, dont la FLM, établir des plateformes revendicatives entrant nettement en contradiction avec la politique d'austérité.

Quant à la poursuite de la démocratie unitaire au plan syndical, engagée après l'«automne chaud» de 1969, ou l'affirmation d'une «autonomie syndicale» par rapport aux partis politiques, questions présentes dans le débat actuel dans les syndicats, elles apparaissent dans les circonstances du moment comme l'expression d'une opposition de fait à la politique de «compromis historique» et à ses artisans.

«Redonner la parole aux protagonistes de la lutte».

Suite de l'entretien avec Pedroni, secrétaire de la fédération unitaire des métallos de Lombardie

— Comment la conviction qu'il fallait modifier la ligne de l'EUR s'est-elle matérialisée ?

— On peut considérer qu'il y a eu trois phases, il y a eu toute une phase au cours de laquelle les ouvriers ont dû subir cette ligne, malgré une forte résistance. Puis, il devint de plus en plus difficile d'appliquer la ligne car l'opposition croissait jusqu'au point où la ligne était remise en cause, enfin il y a eu la construction d'une politique alternative à celle de l'EUR.

IL EST NECESSAIRE DE MODIFIER LA LIGNE

Le fossé se creusait entre le groupe dirigeant et les travailleurs qui ne se retrouvaient plus dans les syndicats. Cela est allé, dans les catégories où l'activité

du syndicat était moins importante, où il était moins enraciné, tel que le secteur public (santé, école), jusqu'au point où la représentativité même du syndicat a été remise en cause. Dans les secteurs industriels, des grèves, des manifestations soulignaient l'opposition croissante à la ligne de l'EUR.

Une première réponse constructive a été apportée lors de la campagne pour le renouvellement des contrats, où toute une série de plateformes ont été élaborées notamment par la FLM, la chimie, le bâtiment. Dans ces plateformes, notamment celle de la FLM, l'un des éléments essentiels consistait à s'opposer à la récession prévue par le plan Pandolfi (1). Les syndicats revendiquent par opposition une politique de développement de l'Italie parce que c'est le seul moyen de résoudre les graves problèmes économi-

ques et sociaux que sont la reconversion industrielle, l'augmentation des moyens de production au Sud du pays, le problème du chômage qui va atteindre les deux millions de personnes.

REDONNER LA PAROLE AUX PROTAGONISTES DE LA LUTTE

— Mais le syndicat n'a-t-il pas connu dans cette dernière période une crise dans ses relations avec les travailleurs ?

— Il y a eu une crise de la crédibilité du mouvement syndical qui n'est pas encore surmontée et qui traverse toutes les centrales, toutes les catégories.

C'est une question grave ; l'unique moyen de la surmonter est de redonner la parole aux protagonistes de la lutte. Il faut

que le débat soit organisé sur la politique du syndicat : le syndicat et l'Europe, le syndicat et la programmation, le syndicat et le Sud, le syndicat et le développement du pays. Avec la discussion de la plateforme il y a eu une reprise de la démocratie dans le syndicat.

S'il y a une crise des groupes dirigeants, une remise en cause de la représentativité des syndicats, on ne peut considérer que l'essentiel de l'opposition des travailleurs était dirigée contre le syndicat mais contre une ligne du syndicat. Ces manifestations d'opposition ont, en fin de compte, renforcé l'exigence d'avoir un syndicat plus représentatif, plus démocratique, plus lié aux besoins des travailleurs. On pourrait prendre l'exemple des travailleurs de la santé : la question posée n'a pas été celle de quitter le syndicat, mais celle d'avoir des conseils de délégués dans les hôpitaux, ce qui n'existait pas auparavant.

— Quelle place occupent ces événements par rapport à un problème plus général qui est celui de permettre à la classe ouvrière d'affirmer son autonomie ?

— Les tendances réelles ne sont pas celles d'une opposition au syndicalisme, parce qu'une «opposition ouvrière» qui n'est pas en mesure d'imposer un changement de ligne politique et de gestion du syndicat sur la base d'une autre ligne reviendrait en fait à une position de droite. On ne peut parler d'une autonomie ouvrière abstraite, il faut parler d'une autonomie ouvrière en partant du fait qu'en Italie, étant donné le haut niveau de syndicalisation, l'avant-garde ouvrière ne peut se soustraire à la nécessité d'intervenir et de guider le processus de démocratisation et de renouvellement du mouvement syndical. Si l'on n'effectue pas ce choix, on n'est pas en mesure de s'adresser à la majorité de la classe ouvrière, ni d'influencer et d'orienter la majorité des travailleurs.

note

(1) Plan Pandolfi : du nom de l'ancien ministre du Trésor, c'est un plan d'austérité de trois ans. Celui-ci prévoit notamment une réduction massive des dépenses publiques, portant directement atteinte au niveau de vie des masses, et une réorganisation de l'appareil productif allant dans le sens d'une plus grande compétitivité sur le plan international, ce qui implique restructurations et licenciements. Lors du vote sur ce plan en janvier, au parlement italien, le PCI a pris position contre, ce qui a suscité la rupture au sein de la majorité et contribué à nouer la crise actuelle. La position sur ce plan était avant tout un prétexte pour le PCI, puisque celui-ci, par la politique d'austérité qu'il a préconisée, a préparé le terrain au plan Pandolfi.

Enquête
de Grégoire CARRAT

Comment la plateforme de la FLM a-t-elle pu être une réponse à celle de l'EUR ? C'est parce qu'un progrès a été accompli sur la base des contradictions présentes dans la ligne même de l'EUR. Les ouvriers de la FLM ont eu la capacité de poser une plateforme revendicative qui s'oppose au plan triennal d'austérité et aux propositions des partis politiques.

Prix du compromis historique

Dans la préparation du congrès du PCI, il a été fourni aux militants des arguments pour prouver que tout compte fait le passage du PCI à la majorité gouvernementale avait été profitable à la classe ouvrière, alors que celle-ci est plus que sceptique sur ce point et bien certaine que dans cette période ses conditions de vie ont empiré.

Le premier argument est que, si le PCI n'avait pas participé à la majorité gouvernementale, les choses auraient été pires. L'argument est étrange car il contredit les prétentions du PCI à apporter le changement.

En fait, énoncer un tel argument c'est reconnaître que les choses sont allées bien mal pendant la période qui va du 20 juin 1976 à aujourd'hui. Il faut dire qu'il serait bien difficile de ne pas le reconnaître au vu même des données les plus officielles qui soient et qui sont encore bien loin de la réalité : celles de l'OCDE. Selon ces données, le taux de chômage est passé de 3,7 % en 1976 à 7,2 % en 1977, pour atteindre en juillet 1978, 7,5 %. Quant aux prix de la consommation, ils ont augmenté de 1976 à juillet 1978 de plus de 30 %, soit un rythme double de celui des années 1970 à 1976.

Ces chiffres permettent de juger de la validité du second argument selon lequel l'inflation a été jugulée pendant la période où le PCI a participé à la majorité gouvernementale. Le taux d'inflation serait passé de 30 % en 1974 à 7 % aujourd'hui répètent à l'envi les militants du PCI. Mais le prix de l'austérité imposée pour y parvenir a été payé par la classe ouvrière, à la fois par le chômage, la baisse du salaire réel, et un phénomène proprement italien, qui touche des centaines de milliers de travailleurs : la «décentralisation» de la production par laquelle les industriels développent le travail à domicile ou dans des ateliers minuscules échappant à toute convention salariale, employant des chômeurs entièrement à la merci des patrons.

LE MOUVEMENT SYNDICAL ITALIEN, LA MARCHÉ DE L'UNITÉ ET LA DÉFINITION DE L'AUTONOMIE

Le mouvement syndical italien est divisé depuis 1948, lorsque les syndicalistes catholiques influencés par la démocratie chrétienne créèrent la CISL et les syndicalistes socialistes la UIL, rompant ainsi l'unité syndicale réalisée au sein de la CGIL, au lendemain de la guerre. Les trois organisations syndicales regroupent environ 7,5 millions membres dont 4 millions pour la CGIL, 2,5 millions pour la CISL et 1 million pour la UIL... Ce qui représente un taux de syndicalisation de plus de 30%, donc bien supérieur au taux de syndicalisation français.

En 1969, un puissant mouvement de lutte a touché pendant plusieurs mois l'Italie. Ses résultats furent multiples : adoption du statut des travailleurs qui garantit notamment la liberté d'opinion et la liberté syndicale dans les entreprises, adoption de l'échelle mobile...

Au niveau des syndicats, les deux conséquences les plus importantes furent d'une part le développement des conseils de fabriques et d'autre part le début du processus unitaire. Les conseils sont apparus à partir de 1970 dans les entreprises industrielles et particulièrement la métallurgie, sur la base des luttes. Les délégués qui les composent sont élus par l'ensemble des travailleurs sur feuille blanche, à scrutin secret, et sont révocables à tout moment. Cette structure a quatre conséquences :

— la première est de favoriser la démocratie dans la désignation des délégués,

— la seconde, de donner à la structure syndicale dans les usines une puissance qu'elle n'avait jamais eue auparavant, en permettant un appui très important face à la direction, mais aussi en bouleversant les données de la politique contractuelle limitée aux négociations entre confédérations et patronat ; les syndicats d'usine sont désormais en mesure d'exiger un rôle accru,

— la troisième conséquence est de permettre aux syndicats d'entreprises mieux enracinés dans la classe ouvrière, d'affirmer leur identité et par là même de favoriser l'expression de l'autonomie des syndicats à l'égard des partis politiques,

— Enfin, la quatrième conséquence a été de favoriser la construction de l'unité syndicale du fait que les conseils de fabriques étaient composés de délégués élus non sur la base de leur appartenance, mais de leur activité et que les conseils fonctionnaient sur une base unitaire. Le processus d'unification a été marqué en 1972 par la signature d'un pacte fédératif CGIL, CISL, UIL qui prévoit à tous les niveaux et dans toutes les structures une fédération entre les confédérations, organisée aux divers niveaux avec des prérogatives de délégués et avec des organes propres. Ce pacte était cependant en deça des espoirs portés par le mouvement des conseils, porteur d'une unité organique.

Ce qui l'enlevait était le refus au sein de chaque

confédération, par ce qui est appelé dans le mouvement syndical : «la droite», de céder des prérogatives et surtout de laisser le poids déterminant aux organisations d'entreprises.

Les confédérations cherchaient ainsi à briser le mouvement particulièrement fort dans l'industrie pour que se constitue immédiatement l'unité organique.

C'était en particulier le cas de la FLM (métallurgie) où les trois composantes dès 1970 décidaient que les décisions concernant la branche seraient prises à la majorité simple, que seuls les comités unitaires pourraient désormais conduire les luttes revendicatives et que l'ensemble des services techniques des trois confédérations devaient fusionner.

Ces contradictions toujours présentes dans le mouvement syndical italien font de ses structures un véritable maquis où se superposent et se combinent structures nouvelles et structures anciennes.

Un autre point est l'affirmation de l'autonomie par rapport aux partis politiques. Cela touchait tout particulièrement le PCI, qui avait cherché à faire de la CGIL sa «courroie de transmission». Le souci d'autonomie relevait d'une volonté de donner aux syndicats la possibilité de définir par lui-même sa ligne de conduite. Cela fut l'objet principal de la bataille au sein des structures fédérales et des organisations par branche au cours des années écoulées. Incapable de contrôler les syndicats, le PCI parvint néanmoins à faire accepter la ligne de conduite qu'il attendait d'eux, comme cela se matérialisa lors de l'assemblée de l'EUR. Les conditions qui le permirent furent multiples : l'influence traditionnelle de la gauche parmi les travailleurs, le poids déterminant de la CGIL dans la fédération, et du PCI dans la CGIL — ce qui n'exclut pas des oppositions très graves entre membres du PCI — mais peut-être surtout parce que la plateforme de l'EUR était un projet global, le seul existant qui reprenne toutes les revendications des syndicats, pour les orienter dans un sens favorable au «compromis historique».

Cette situation paraît devoir se modifier sous l'influence de plusieurs facteurs : l'élaboration des plateformes revendicatives dans certaines fédérations, comme la FLM, qui définissent une véritable stratégie syndicale, d'autre part, les résultats du «compromis historique» ont amené une défiance très nette à l'égard du «cadre politique» comme on le dit en Italie. Cela s'est traduit par un recul de 10% de la CGIL aux élections de délégués dans la métallurgie au profit de délégués n'appartenant pas à une confédération mais se réclamant de la seule FLM. Cela peut-être le signe d'un nouvel élan de la dynamique unitaire qui donne aux syndicats un rôle accru, de plus en plus difficile à contrôler par les partis politiques bourgeois...

La campagne électorale en Grande-Bretagne

Les attaques antisyndicales des conservateurs succèdent aux propos démagogiques de Callaghan

La campagne pour les élections du 3 mai a vu tout d'abord la publication du manifeste des travailleurs qui prévoit la création d'un impôt sur le capital, la relance du «contrat social» (malgré sa remise en cause par la vague de grèves de cet hiver) et une certaine distance vis-à-vis de l'Europe à laquelle ils attribuent la crise en Grande-Bretagne. Callaghan fait de l'emploi un des thèmes centraux de sa campagne et accuse son adversaire «l'ogresse» Thatcher de prendre le risque par sa politique économique de supprimer 1 300 000 emplois et de

vouloir transformer certaines régions en déserts, par la suppression des aides de l'Etat à certains secteurs industriels. Ces propos démagogiques des travaillistes ne font pas oublier, par exemple, que depuis 1974, date de leur retour au pouvoir, le chômage a doublé. Les conservateurs, quant à eux, ont fait connaître leur programme mercredi : les attaques contre les droits syndicaux en forment l'ossature avec les promesses de diminuer les impôts.

La «loi et l'ordre» contre la «dictature» des syndicats, selon les expressions utilisées par Margaret Thatcher, le leader du Parti conservateur, définissent le programme que ce parti présente à l'occasion de la campagne électorale. Réformer le rôle des syndicats et favoriser le secteur privé au détriment du secteur public, tels sont les buts mis en avant par les conservateurs. Les mesures qu'ils prônent à l'encontre des syndicats prévoient un vote à bulletin secret avant toute décision de grève, la limitation du «closed shop» (contrôle de l'embauche par les syndicats), l'interdiction de certains piquets de grève et le paiement des heures et journées de grève à la charge des syndicats.

Ces mesures antisyndicales ne sont pas nouvelles, certaines d'entre elles ont d'ailleurs été propo-



Margaret Thatcher est partie en campagne contre les syndicats sur les thèmes les plus réactionnaires.

sées à l'origine par les travaillistes en 68, afin d'assurer la paix sociale ; elles furent reprises en 1971 par les conservateurs et repoussées en février de la même année par un vaste mouvement de masse (manifestation de

100 000 travailleurs à Trafalgar Square). La relance de ces mesures réactionnaires ne peut que soulever la protestation des travailleurs. Les autres mesures prévues concernent la réduction des dépenses publiques sauf dans les

secteurs de la police et de la défense nationale, de même que la dénationalisation de certains secteurs comme l'aérospatiale, la construction navale et d'autres mesures du même type visant à diminuer le secteur nationalisé au profit du secteur privé. En ce qui concerne l'Europe, Margaret Thatcher et son parti prévoient, s'ils gagnent les élections, de dévaluer la «livre verte» et de geler les prix agricoles communs sur les surplus de production. Malgré l'optimisme de circonstance affiché par Thatcher qui a déclaré compter sur la «coopération des syndicats» avec un éventuel gouvernement conservateur, ces derniers ont vivement réagi aux attaques provocatrices des conservateurs en particulier sur le non-paiement des jours de grève.

Frank ROUSSEL

Cambodge : les forces patriotiques coupent la ligne de ravitaillement des troupes vietnamiennes au Nord-Ouest

La semaine dernière, alors que les combats continuaient à faire rage pour le contrôle de la ville de Poipet, les forces patriotiques cambodgiennes ont coupé le 9 avril la route N° 5 reliant Poipet à Sisophon et ont ainsi coupé la ligne de ravitaillement de l'armée vietnamienne, empêchant Hanoï de continuer à transporter des renforts vers la région frontalière.

D'autre part, mercredi, plusieurs centaines de soldats des forces patriotiques cambodgiennes ont transité en territoire thaïlandais dans le secteur d'Aranya-Prathet pour rentrer à nouveau au Cambodge à plusieurs kilomètres de là. Cette manœuvre semble s'être faite avec l'accord du gouvernement thaïlandais. En effet, celui-ci, tout en se proclamant neutre, conti-

nue à reconnaître le gouvernement de Pol Pot. Le gouvernement de Bangkok a d'ailleurs fait état de plusieurs incursions armées des troupes vietnamiennes contre des localités frontalières thaïlandaises. Quand des troupes fantômes du régime installé à Phnom-Penh par l'armée vietnamienne, se sont réfugiées en Thaïlande, l'armée thaïlandaise les a retenues et désarmées.

Le 10 avril, la radio du Kampuchea démocratique a démenti la rumeur d'origine vietnamienne selon laquelle les dirigeants de la résistance se seraient réfugiés en Thaïlande. Citant le ministère des Affaires Etrangères du Kampuchea démocratique, la radio a affirmé : «les dirigeants du Kampuchea démocratique sont toujours au pays et dirigent le peuple dans la guerre de résistance».

● Nouveau raid rhodésien

Dans la nuit de mercredi à jeudi, l'aviation rhodésienne a effectué un nouveau raid contre un camp de réfugiés de la ZAPU, situé en Zambie, à proximité de la frontière zairoise. 136 personnes ont été tuées, dont des femmes et des enfants, et plus de 200 blessées. C'est le quatrième raid rhodésien contre des camps de réfugiés depuis le début de la semaine. Ainsi le régime raciste de Salisbury prépare-t-il les «élections» qu'il entend organiser le 21 avril.

● A l'occasion du 4^e anniversaire de l'indépendance nationale du Kampuchea démocratique

le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France, organise un meeting commémoratif suivi de la projection du film : «la véritable nature de l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique»
Mardi 17 avril à 20 heures
à la Maison des étudiants - 61 rue Madame
Paris (6^e)

● «Sous Israël, la Palestine».

L'Association médicale franco-palestinienne présente deux réunions publiques avec Ilan Halévi, journaliste et écrivain antisioniste, auteur de *Sous Israël, la Palestine*.

A Metz : mardi 24 avril à 20 h 30
au FJT (2 rue G. Ducrocq)
sur le thème : expropriation et colonisation en Palestine

A Thionville : mercredi 25 avril à 20 h 30
salle Verlaine (théâtre)
sur le thème : les droits de l'homme en Israël

Communiqué

USA : FIN DE LA GREVE DES CAMIONNEURS

L'accord auquel sont parvenus le syndicat des camionneurs et les différentes entreprises de transport pourrait mettre fin à la grève de 300 000 chauffeurs routiers qui dure depuis le 1^{er} avril. Le nouveau contrat signé entre les syndicats et les directions prévoit une augmentation de 4 francs de l'heure ainsi qu'une augmentation des prestations sociales et des retraites.

L'«INTERNATIONALISME» SELON LE PS

On sait que le PS qui avait décidé d'inviter une délégation de l'OLP à son congrès de Metz, avait brusquement retiré son invitation, au dernier moment, préférant inviter à sa place le «Parti travailliste israélien». Un représentant de cette organisation, ancien ambassadeur de l'Etat sioniste à Paris, indique que c'est à la suite du désaccord exprimé par le «parti travailliste israélien» que le PS a choisi de ne pas inviter l'OLP.

Nicaragua



La sinistre Garde nationale lors de l'offensive du Front sandiniste en septembre

les sandinistes tiennent toujours la ville d'Esteli

Malgré la contre-offensive déclenchée mercredi par la garde nationale, la ville d'Esteli, aux mains du Front Sandiniste, tient toujours. Déclenchée mercredi à l'aube, la contre-offensive des forces gouvernementales n'est pas parvenue à son objectif : pénétrer dans la ville par le Nord. Les combattants du Front Sandiniste, mieux équipés et organisés que lors du précédent soulèvement, ont abattu un troisième avion de la garde nationale, et fait sauter un char «Sherman» et une

automitrailleuse qui tentait de pénétrer dans la ville.

Si la situation est dramatique à Esteli, dont les hôpitaux, qui regorgent de blessés et manquent de médicaments sont systématiquement bombardés, le soulèvement gagne semble-t-il d'autres parties du territoire du Nicaragua. Ainsi des renforts gouvernementaux venant de Managua, la capitale, ont-ils été bloqués par les guérilleros sur les routes menant à Esteli. D'autres affrontements ont lieu à Colon,

dans le Sud du pays, ainsi qu'à Léon, à 90 km de Managua. Dans la capitale même, l'agitation est vive. Les syndicats entendent organiser des manifestations contre la hausse du coût de la vie, tandis que la troupe a pris position dans les rues. Jeudi, le gouvernement a donné ordre à la radio de ne pas parler du siège d'Esteli. Pendant ce temps, le dictateur Somoza est toujours en Floride, sans que l'on sache s'il reviendra au Nicaragua.

A LIVRES OUVERTS

«Les déportés de la Résistance ont continué de se comporter comme des combattants de la Résistance»

Gilbert Dreyfus, alias Debrise dans la Résistance (aujourd'hui médecin des hôpitaux de Paris) publie d'étonnantes mémoires de déportation à Mauthausen. Un livre qui vient à son heure, afin que «l'on n'oublie point que les déportés de la Résistance ont continué de se comporter comme des combattants de la Résistance... qui n'ont jamais capitulé».

De tels livres se ressemblent tous, parce qu'ils portent tous témoignage des mêmes atrocités, de la même lutte pour la vie. Mais ils sont aussi tous différents, parce que chacun a porté un regard différent sur les camps. Gilbert Dreyfus était médecin, et sa situation dans les camps était quelque peu privilégiée, si toutefois ce mot peut avoir un sens dans de telles circonstances. Il a eu à faire face au choix le plus dramatique qui soit, celui de savoir qui aider, qui tenter de sauver. Il a fait ce choix, et il s'en explique : il a donné la priorité de ses soins aux «plus anti-nazis», à ceux qui, à son avis, étaient les plus aptes à continuer la Résistance. Car la Résistance au sein des camps occupe une large place dans le livre de Gilbert Dreyfus, même si on peut regretter que les forces politiques qui étaient à l'initiative ne soient pas mentionnées.

«Dans la plupart des camps...



se sont organisés... des réseaux clandestins, dont les activités aussi efficaces que périlleuses, n'ont jamais été suffisamment soulignées. Il s'agissait de secourir les camarades... entraide et groupement de solidarité. Partage de la maigre pitance... trafic de nourriture. Changement d'affectation. Incitation au sabotage... Recueil et diffusion des nouvelles des opérations (militaires)... Sans compter les efforts de réhabilitation d'une France dont Munich, Vichy et

autres Montoire avaient singulièrement terni l'image.

Cet important chapitre de l'histoire concentrationnaire est un peu demeuré dans l'ombre...

L'ombre ne sera pas levée par les procès qui suivront la défaite nazie.

En février 1947, Dreyfus et d'autres déportés sont convoqués pour être entendus comme «témoins» — mot atroce — au procès des criminels de guerre du camp de Mauthausen :

«... Ils étaient des milliers... qui se retranchent tantôt derrière l'intransigeance de leurs supérieurs (le devoir d'un soldat n'est-il pas d'obéir ?), tantôt derrière les initiatives de leurs subordonnés... Tous responsables, pas de responsables».

Ainsi s'égare la discussion (au procès), ainsi éclate à l'évidence le vice de cette procédure...

Dans la nécessité d'obtenir la preuve ou l'aveu d'un crime précis... la justice traditionnelle se doit d'ergoter et s'entoure de précautions minutieuses : le garçon boucher a-t-il bien étranglé la rentière, ou celle-ci est-elle morte de frayeur tandis que l'agresseur la tenait à la gorge ?

Pourquoi ne pas le dire, cet ouvrage, ce document sur les camps nazis, se termine pourtant par une phrase énigmatique, et inquiétante : «tant de masques pour un seul visage : Allemagne éternelle». Qui est l'accusé ? L'Allemagne éternelle ? Ne devrait-ce pas être plutôt le fascisme, auquel n'hésitent pas à recourir les bourgeoisies de nombreux pays quand elles sentent que les autres solutions ont fait faillite.

Gilbert Dreyfus
(Gilbert Debrise)
CIMETIERES
SANS TOMBEAUX
Plon éditeur
221 pages

Vient de paraître

■ LA DYNASTIE
DES GILLET.
LES MAÎTRES DE
RHÔNE-POULENC.
Par Marcel Peyrenet
aux éditions le Sycomore
198 pages.
prix : 49 F.

Marcel Peyrenet, journaliste, a voulu reconstituer le cheminement de la famille Gillet, non pas pour en révéler les anecdotes, mais pour montrer les mécanismes de l'ascension, pour cerner l'histoire de cette dynastie. «Nous voudrions dédier ce livre à tous ceux qui, depuis 1838, ont travaillé, anonymes, pour les Gillet, pères et fils. Ils n'apparaissent dans ces pages qu'en filigrane. Ils restent, malgré tout, pour nous, le sel de la terre».

■ LETTRES DE
DEPORTATION 1871-1876
Henri Messenger
aux éditions
le Sycomore
375 pages
prix : 69 F.

Condamné après la Commune à 5 ans de déportation, Henri Messenger a correspondu régulièrement avec sa famille. Ce livre rassemble ses lettres.

■ POUR LE TCHAD
Photographies de
M.L. de Decker,
texte de O. Tondini
aux éditions le Sycomore
prix 56 F.

■ LE SAUVAGE
A LA MODE
Textes réunis et présentés
par Jean-Loup Amselle
aux éditions le Sycomore
262 pages
prix : 54 F.

«Il n'y a plus de sociétés primitives : le Tiers-Monde est devenu au cours des dernières décennies le champ clos des conflits armés... des clubs de vacances».

En Occident, après mai 68, après «l'effondrement du mythe productiviste, de la croissance sans fin de la production...» «les communautés» deviennent à la mode, «on bouffe bio...» et le Sauvage, sous ses différents avatars fait son apparition, devient, incarne un idéal de vie. «Le Sauvage, c'est tout d'abord... le paysan, celui qui dans les années 50, était crotté, bouseux...» «...Il devient occitan ou breton et paré de toutes les vertus. Il pratique une vie calme et saine au grand air, loin du bruit et de la fureur de la jungle des villes. Le mode de vie agricole devient à cette époque (dans les années 70) un modèle économique mais aussi un modèle moral».

Dans ce concert de louanges... un certain nombre d'anthropologues se distinguent. Ils font du Sauvage le porte-parole de leurs conceptions politiques conservatrices. Les textes réunis ici tentent de décrire l'usage idéologique du Sauvage chez ces «nouveaux anthropologues».

1940, des allemands anti-nazis internés dans des camps de concentration français

Hanna Schramm était une antinazie exilée en France. En juin 1940, elle est envoyée, comme tous les ressortissants allemands dans son cas, dans un camp de concentration français.

Elle connaît ainsi le camp de Gurs, dans les Pyrénées, dont elle décrit la vie quotidienne : l'entassement dans les baraques dans le froid et la faim, les brimades, la ségrégation raciale, l'isolement total.

Elle montre aussi la solidarité, la lutte pour améliorer les conditions «d'habitation», pour obtenir une école, un jardin d'enfants.

Elle est le témoin, en octobre 1940, de l'arrivée massive (plusieurs milliers) de la population juive de Bade et du Palatinat (hommes, femmes, enfants, vieillards).

Dans la deuxième partie, Barbara Vormeier reconstitue quelques aspects de la politique française à l'égard des émigrés allemands, entre 1933 et 1942 (réglementation du séjour, expulsions, re-foulements...).

Enfin, une troisième partie rassemble les témoignages, d'autres internés dans les camps de concentration français, et des documents administratifs sur leur

organisation. On y trouve notamment la liste provisoire des camps d'internement français, un rapport sur le camp de Vernet (Ariège), des témoignages sur la rafle du Vel d'Hiv' à Paris, sur la lutte antifasciste à Gurs.

Hanna Schramm
et Barbara Vormeier
VIVRE A GURS
Un camp de concentration
français 1940-1941
Editions Maspéro. 370 pages

LISTE DES PERSONNES INTERNÉES AU CAMP DE GURS

2° HÉBERGÉS CIVILS

	JUIFS	NON-JUIFS	TOTAL	OBSERVATIONS
1° Espagnols hébergés civils.....	1	192	193	
2° Allemands et Italiens hébergés civils....	167	64	231	Section Belge
Autres ressortissants hébergés civils....	535	126	661	
3° Allemands et Italiens hébergés civils....	258	68	326	Internationaux
Autres ressortissants hébergés civils....	535	506	1041	Femmes, Enfants
4° Allemands et Italiens hébergés civils....				
Autres ressortissants hébergés civils....				
TOTAL GÉNÉRAL.....	1266	1063	2329	

Destinataires :
M. le Préfet des Basses-Pyrénées à Pau.
Commissariat Militaire du Département à Pau.
M. l'attaché de Département à Pau.

Camp de Gurs, le 7 décembre 1942

Le Chef du Camp de Gurs.

extrait

C'était pendant l'été 1939. Notre petit cercle d'émigrés venus d'Allemagne se réunissait autour de la radio, nous étions suspendus aux nouvelles. A la mairie de la ville de province française où nous séjournions, on avait déjà accroché des listes pour l'inscription des volontaires au service auxiliaire. Nous nous étions tous présentés aussitôt, les hommes comme les femmes. La France déclarerait-elle la guerre à l'Allemagne ? Nous avions été trop faibles pour battre l'ennemi dans notre propre pays et nous en avions honte. Nous voulions tous aider la France et nous ne doutions pas un seul instant qu'elle nous accepte comme alliés.

Mais la réalité fut autre.

Au moment où la guerre fut déclarée, les personnalités marquantes de la gauche politique

allemande furent arrachées de leur lit, arrêtées et internées. (...) Mais lorsqu'en mai 1940 on commença à se battre vraiment, la guerre, qui mettait face à face le fascisme et la démocratie, devint tout à coup une guerre entre nations : la France nous traita en conséquence. Ceux qui avaient cherché en France une protection contre leur persécuteur à présent commun furent désormais considérés comme ennemis et parqués derrière des barbelés ; on les laissa souffrir de la faim et du froid, on les laissa mourir et, de plus, on les vola du peu que l'Etat leur allouait. Quant aux admirateurs français d'Hitler — combien de fois n'ai-je pas entendu cette phrase : il nous manque un Hitler ! —, ils n'étaient pas inquiétés. (...)

QUAND LA REALITE S'IMPOSE...

Le 28 mars dernier, les habitants de la petite localité de Middletown, à l'ombre de la centrale nucléaire de Three Mile Island (USA) étaient intrigués par un nuage de vapeur inhabituel qui sortait des immenses tours de réfrigération. L'accident «imprévisible» et «impossible» s'était produit. Une vanne qui lâche, le réacteur s'emballa, le circuit de refroidissement ne peut plus jouer son rôle. Des fuites radioactives ont lieu dans l'atmosphère. Les techniciens auront le plus grand mal à reprendre la situation en main.

En France, nos ministres déclarent que cet accident ne peut se produire par les installations

Le vendredi 6 avril, soit huit jours après l'accident de la centrale américaine de Three Mile Island, les techniciens français de la centrale nucléaire PWR de Gravelines connaissent un incident similaire à celui de leurs collègues américains.

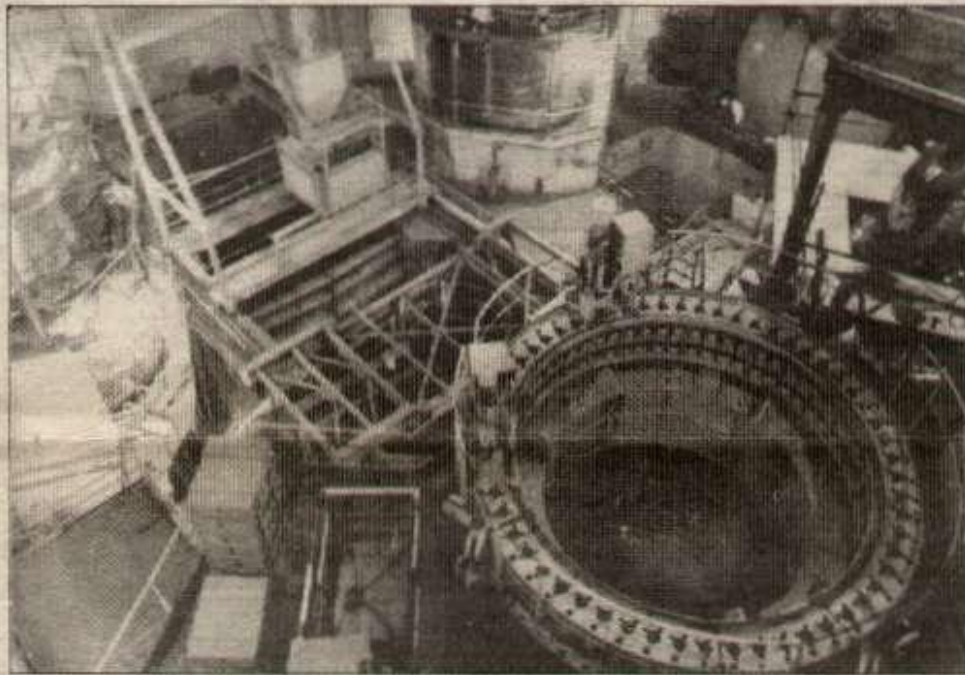
Lors des essais réels, ultime étape avant le chargement en combustible nucléaire du réacteur, une brutale montée en pression s'est produite dans le circuit de refroidissement du réacteur. Plus de cinquante mètres cube d'eau se sont répandus dans le bâtiment du réacteur. Là aussi, comme à Three Mile Island, un accident «impossible». La nuance est qu'à Gravelines le réacteur n'était pas chargé, et que la mise en condition des installations s'est faite avec une source de chaleur annexe, qui peut être du fuel, du gaz ou des résistances électriques.

UN INCIDENT «NORMAL»

Pourtant EDF qui a gardé l'incident secret jusqu'à ce que celui-ci soit révélé par les syndicalistes de la CFDT, s'exclame que cet incident est «normal». Ainsi, pour se justifier, la direction de l'entreprise nationale n'hésite pas à dire que lors des essais de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux, il y a eu pas moins de 3 700 incidents soit une moyenne de 10 par jour !

Alors quelle est la nature de l'incident de Gravelines ? C'est après que l'ensemble du circuit primaire, soit la cuve du réacteur, les générateurs

de vapeur et les tuyauteries de raccordement, ait été éprouvé à 300° et 155 bars de pression, les conditions normales d'exploitation, qu'il s'est produit. Au cours de la baisse de pression à 30 bars, et à 160°, il y a eu surpression (environ 3 bars) qui a causé l'ouverture de la



Centrale de Gravelines : le réacteur N° 1, où s'est produit l'incident.

souape du circuit de réfrigération : la soupape ne s'est pas refermée, entraînant une surpression dans le ballon d'expansion puis une rupture de membranes. L'eau s'est alors déversée dans les bâtiments du réacteur. Une eau, qui s'il ne s'était agi d'essai, aurait été radioactive. Le fait que le réacteur n'était pas chargé, a permis une rapide reprise en main. Mais quelles garanties avons-

françaises, pourtant fabriquées sur le modèle américain avec la licence Westinghouse. Le 4 avril, le conseil des ministres décidait une accélération du programme électronucléaire, malgré les nombreuses protestations qui exigent une suspension de ce programme, au moins jusqu'à la conclusion des différentes commissions d'enquête envoyées aux USA. Mercredi 11 avril, les propos enthousiastes et mensongers de nos ministres étaient démentis de façon cinglante : les syndicalistes CFDT d'EDF annonçaient que le 6 avril avait eu lieu un incident grave lors des essais à vide de la centrale de Gravelines.

nous qu'un tel accident ne se reproduise à «chaud» ? Pourquoi EDF, qui qualifie cet incident de «normal», a-t-il tant tenu à le conserver secret ? Le matériel pris en défaut n'est-il pas déjà utilisé sur d'autres centrales ? Et n'est-il pas déjà suffisamment testé pour qu'EDF l'utilise ? Pourquoi

EDF cherche-t-elle à minimiser en disant, contre toute vérité, que cela s'est passé lors d'une phase qui n'est pas employée sur les centrales en exploitation ?

Autant de doutes, de mensonges qui ne peuvent que justifier nos inquiétudes et notre condamnation de ce programme électronucléaire qui menace les travailleurs et les populations.

PROBLEMES D'EFFECTIFS...

Mais si le matériel est pris en défaut, il est un autre fait qui ne peut qu'accroître les risques, c'est celui de la précipitation à rentabiliser les installations. Sous ce prétexte EDF raccourcit les essais,

ou les effectue avec des effectifs insuffisants. De même au moment de l'exploitation.

Les travailleurs de Gravelines ont d'ailleurs mené différentes actions revendicatives pour accroître les effectifs : EDF a cédé sur 18 postes supplémentaires, mais les syndicalistes estiment qu'il est nécessaire, pour travailler dans des conditions normales, d'embaucher 13 autres personnes.

Là aussi, que valent les déclarations d'EDF qui clament à qui veut l'entendre que la sécurité dans le nucléaire est son principal souci ? Jusqu'à présent, elle n'a pas encore différé la mise en route, très prochaine, de Tagada (en argot EDF : les centrales de Tricastin, Dampierre et Gravelines), malgré les exigences, en attendant les conclusions des enquêtes menées à Three Mile Island, du même type, pour leur apporter d'éventuelles modifications. Pour leur part, les autorités américaines ont décidé la modification urgente de 71 de leurs centrales nucléaires (sur 72). Un défaut de conception a été révélé sur le système de refroidissement de secours du cœur des réacteurs, là encore,



Le nucléaire et ses différentes filières d'exploitation

● **La filière graphite-gaz** : utilise de l'uranium naturel comme combustible, le gaz carbonique pour le refroidissement, et le graphite comme modérateur (pour ralentir les neutrons, et partant la puissance du réacteur). C'était la filière «française», abandonnée maintenant.

● **La filière à eau légère** : utilise l'eau ordinaire comme modérateur et caloporteur (échangeur de chaleur). Le réacteur fonctionne à l'uranium enrichi à 3 %. Deux techniques différentes sont employées dans cette filière :

— La technique PWR (pressurized water reactor, réacteur à eau pressurisée), où l'eau est maintenue sous pression. C'est la technique employée pour les centrales nucléaires françaises, sous licence Westinghouse.

— La technique BWR (pour boiling water reactor, réacteur à eau bouillante), l'eau est portée à ébullition pendant sa traversée dans le réacteur.

● **La filière à eau lourde** : l'eau dont la molécule est modifiée par alourdissement des atomes d'hydrogène, l'eau lourde sert de modérateur. Le combustible est de l'uranium naturel. Technique principalement développée au Canada.

● **La filière à neutrons rapides** : les surrégénérateurs, qui n'ont pas besoin de modérateur (les neutrons ne sont pas ralentis). Fonctionne avec de l'uranium fortement enrichi, ou du plutonium, il a la particularité de fournir une partie de son propre combustible. Le refroidissement se fait avec du sodium liquide sous pression. C'est la technique mise en place à Creys-Malville avec Superphenix.

● **La filière haute température** : HTR, qui n'est pas encore en application. Le graphite est utilisé comme modérateur, l'hélium pour le refroidissement. Fonctionne avec de l'uranium 235 et 238, ou de l'uranium et du thorium.

du même type que ceux employés en France.

TOUJOURS DES LECONS

La centrale de Gravelines est construite sous licence Westinghouse, comme toutes les centrales françaises PWR. Tant Giraud, ministre de l'Industrie que Tanguy, responsable de la sécurité des centrales, ont tenté de nous rassurer après l'accident de Harrisburg : chez nous, pas de danger, toutes les normes de sécurité sont revues par les ingénieurs français, nous sommes plus rigoureux, un accident de ce type est impossible. Les propos ministériels ont du mal à passer. De nombreuses protestations, s'appuyant sur les derniers événements aux USA, montent tant de la part d'organisations politiques, syndicales, qu'écologiques. Le nucléaire est trop sérieux pour se contenter de fanfaronnades. Le 9 avril

encore, lors de sa visite au centre d'enrichissement du Tricastin, Barre, en tenue de professeur et en chaussures blanches, réitère ses discours apaisants. Il reconnaît implicitement en termes voilés que le recours au tout-nucléaire est une position de faiblesse de l'impérialisme français par rapport à la montée des pays du Tiers Monde. Comme s'il n'y avait pas d'autre solution que le nucléaire. Une réalité imposée aussi par la courte vue de la bourgeoisie.

Et selon sa logique, peu importe les risques pourvu que les profits soient saufs.

Et pourtant Barre, Premier ministre, ne pouvait manquer d'être au courant de l'incident de Gravelines. Il ne fait que confirmer son cynisme et celui de la classe qu'il représente.

Pierre CHÂTEL

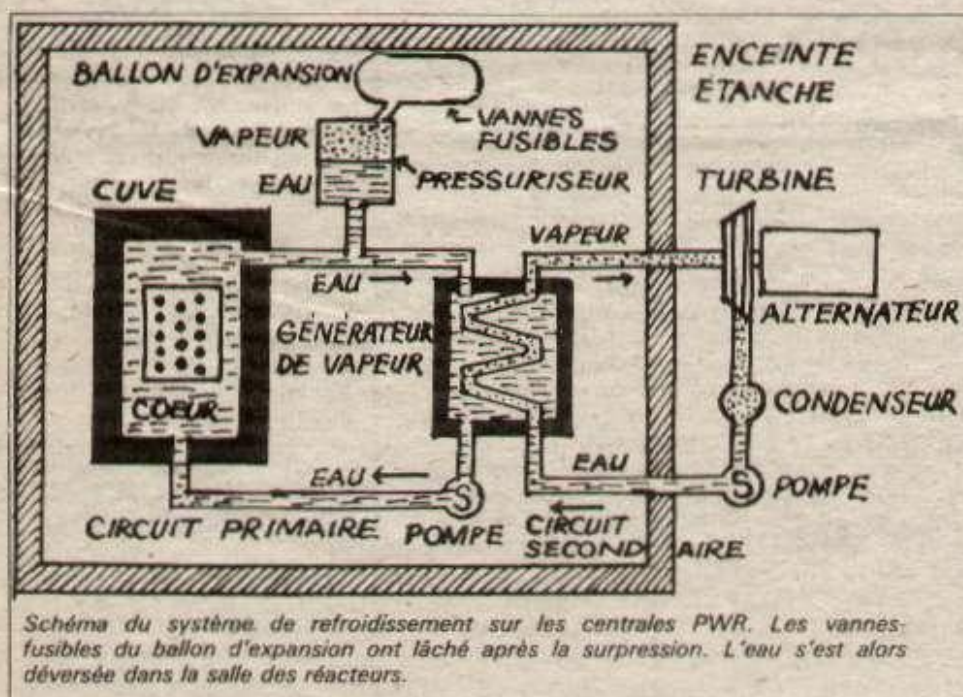


Schéma du système de refroidissement sur les centrales PWR. Les vannes-fusibles du ballon d'expansion ont lâché après la surpression. L'eau s'est alors déversée dans la salle des réacteurs.

A Strasbourg, après les 144 expulsions

LES RESIDENTS DE LA SONACOTRA POURSUIVENT LA LUTTE

Mardi soir, après l'expulsion des résidents de trois foyers de Strasbourg (Meinau, Bischheim, Koenigshoffen), se pose pour eux le problème du logement pour les 144 résidents à la rue, sans leurs affaires personnelles. Pour une nuit, la MJC de la Meinau leur laisse une salle pour dormir par terre, après bien des difficultés. Les mairies de Schiltigheim (PS) et Bischheim (PC) n'ont même pas proposé une solution (école ou autre), montrant jusqu'où va leur soutien verbal contre les expulsions. La manifestation prévue à 18 heures est interdite par le préfet et les CRS occupent les foyers toute la nuit. A Télec, un intérimaire est licencié sur le champ pour avoir protesté contre les gardiens de l'usine qui voulaient empêcher une distribution de tracts à la

cantine, et avoir pris un paquet pour les distribuer lui-même.

Mercredi, un camion ramène les affaires des expulsés à la MJC, mise dans des sacs-poubelles. Et sous la pluie, chacun essaie de retrouver ses affaires, dispersées dans la boue. Un gérant Sonacotra vient proposer aux expulsés de fermer les yeux s'ils rentrent provisoirement au foyer pour dormir dans les couloirs ou les cuisines, jusqu'à mardi. En même temps, il propose de reprendre les négociations mardi soir. On voit quel rapport de force il veut imposer avant de négocier.

Mercredi soir, le comité de soutien est réuni au foyer du Polygone; la police débarque en force à 23 heures à leur recherche et encercle

le foyer. Après avoir vainement interrogé les résidents et fouillé quelques chambres, ils doivent repartir bredouilles. En même temps, le gérant essaie de monter les immigrés contre les Français qui les soutiennent et qui leur amèneraient tous ces ennuis. Il négocie à chaud avec les résidents, sans succès, menaçant de fermer les cinq foyers.

Une vingtaine de résidents ont accepté de signer le protocole d'accord de la Sonacotra, leur demandant de capituler sur toute la ligne (paiement des arriérés, augmentation des loyers en juillet).

Un militant du Comité de soutien, arrêté la veille dans une charge de CRS, doit passer à 9 heures au tribunal en flagrant délit. Finalement, il sera relâché,

avec un procès-verbal.

Jeudi, les résidents expulsés peuvent enfin s'installer plus correctement au sous-sol de l'église protestante de la Montagne Verte. Malgré l'éloignement du centre-ville et de leurs foyers, les résidents peuvent enfin se regrouper sans être sous la menace directe de la répression ou le bon vouloir de la Sonacotra. Ils peuvent discuter, reprendre la mobilisation et s'organiser pour continuer la lutte sur leurs revendications. Le soutien des travailleurs français peut se manifester par des visites ou des délégations, mais aussi par un soutien matériel immédiat (couchage, nourriture).

Comme les résidents l'ont affiché devant l'église: «La lutte continue, Sonacotra cèdera».

Suite de la Une

L'Europe, c'est une série de mesures d'intégration économique, d'harmonisations diverses permettant aux capitalistes de disposer d'un marché plus vaste que leur simple marché national. C'est aussi le rassemblement des bourgeoisies pour coordonner leurs efforts contre les travailleurs, dans le domaine répressif notamment. Encore faut-il ajouter à ce sujet que nous avons affaire à des bourgeoisies librement consentantes, qui adoptent ces mesures parce qu'elles sont dans leur intérêt. En ce sens, c'est bien d'abord contre notre propre bourgeoisie que nous devons porter nos coups. L'Europe, c'est encore l'harmonisation progressive des conditions faites aux travailleurs: mesure négative, certes, mais qui porte en elle-même son contraire, auquel nous devons faire prendre toute sa dimension: les possibilités ainsi créées d'une riposte commune des prolétariats européens. La solidarité des sidérurgistes allemands, français, belges et luxembourgeois en est un exemple probant.

L'Europe, c'est tout cela, mais autre chose encore. C'est l'enjeu de la rivalité des deux superpuissances. Juger l'Europe sans prendre en compte la situation internationale d'aujourd'hui, ne peut avoir aucun sens. Ou un sens bien précis au contraire: celui de faire le jeu de la superpuissance soviétique, elle qui fomenté guerres et complots dans diverses régions du globe, elle qui déploie une stratégie délibérée pour couper l'Europe de ces approvisionnements en matières premières, elle qui est aujourd'hui le foyer de guerre le plus dangereux. La superpuissance soviétique voit d'un mauvais œil l'Europe: pour réaliser ses desseins hégémoniques, elle préférerait mille fois une Europe divisée, où les bourgeoisies, déjà bien enclines aux compromis, seraient encore moins à même de résister à ses pressions multiples. Juger du processus de construction européenne, c'est donc aussi prendre la mesure de l'accroissement rapide des dangers de guerre que provoque la rivalité des deux superpuissances. En ce sens, un examen attentif des choses permet de constater que le processus de construction européenne renforce et encourage la résistance face aux pressions des superpuissances, et notamment du social-impérialisme.

Développer la solidarité des prolétariats européens et leur possibilité de riposte commune; renforcer les capacités de résistance face aux dangers de guerre, tels sont les véritables enjeux de la construction européenne.

Nicolas DUVALLOIS

LA «REPRISE» DE TERRIN

● Des centaines de licenciements ● Liquidation de la SAM

(Société des ateliers de la Méditerranée)

Mercredi après-midi, Fournier, PDG des Ateliers des chantiers du Havre et Langlois, responsable de l'AMREP, annonçait la reprise du groupe Terrin. Cette «bonne nouvelle» est aussitôt reprise par le préfet de région Vochel. Qu'en est-il en réalité?

Sur les 1 700 travailleurs de la SPAT licenciés en septembre 1978, seuls 600 ont un espoir d'être repris. Pour la SAM (Société des ateliers de la Méditerranée), c'est la liquidation pure et

simple. En effet, l'AMREP, qui a en gérance libre les entreprises Sud-Marine, SOMECIMA, les travaux sur site et la SAM, envisagent de ne reprendre que les trois premières.

Prévoyant cette décision, les travailleurs de la SAM avaient déjà mené plusieurs actions pour montrer leur refus de se faire liquider. La journée portes ouvertes du 31 mars allait dans ce sens, bien qu'elle n'ait rencontré qu'un écho limité. Les travailleurs de la SAM pré-cisaient déjà fin mars: «L'AMREP et Fournier vont mettre à profit l'annonce du rachat de la SPAT, la plus grosse partie du groupe Terrin, pour tenter de nous liquider» (QdP du 27 mars). Leur colère a encore monté d'un cran quand ils ont appris que l'accord signé, appuyé par 25 millions d'aide de l'Etat, prétend leur enlever leurs commandes pour les donner au groupe Fournier. «C'est par exemple le cas de quatre stabilisateurs que nous devons construire pour les bateaux polonais en chantier à La Ciotat, précise un travailleur. Il y en a pour 13 millions de francs lourds, ce qui est très important pour une petite entreprise de 150 travailleurs comme la SAM». L'Etat a exigé que ces commandes volées soient confiées à la SPAT, qui les réalisera à Marseille même, dans les ateliers de Mourepiane!

Désireux d'en savoir plus, et grâce à une indiscretion, un groupe de travailleurs de la SAM a surpris jeudi une réunion secrète entre Marion, responsable de l'AMREP, et des cadres de la SAM, courageusement réunis dans les locaux... de Sud-

Marine. Après le départ des cadres non membres du comité d'entreprise, Marion a dû donner des explications. Avec son cynisme habituel, il a expliqué qu'en ce qui concerne la SAM, le groupe AMREP prolongerait la gérance libre jusqu'au 1^{er} mai pour liquider les affaires courantes; après quoi les travailleurs devraient s'arranger avec le syndicat de liquidation.

Depuis mercredi soir, les travailleurs de la SAM occupent les ateliers, tout en maintenant une activité symbolique le jour. En fait, livrés à eux-mêmes, ces travailleurs et leur section syndicale CGT tentent de briser le mur du corporatisme dans lequel s'est enfermée la réparation navale. A FR 3, aux actualités régionales, jeudi 12, le délégué CGT de la réparation navale n'a-t-il pas déclaré, sans dire un seul mot sur le sort de la SAM: «Nous demandons l'ouverture immédiate et sans préalable des négociations»? La veille encore, André Sainjon, secrétaire général de la confédération de la métallurgie CGT, faisait à Marseille de grandes déclarations sur la nécessité de renforcer la mobilisation des travailleurs. Sans attendre que les états-majors syndicaux veuillent bien passer des paroles aux actes, ceux de la SAM, avec leur section CGT, se mobilisent pour ne pas être les bradés de la reprise.

Correspondant Marseille

● Le Provençal ne veut pas entendre parler de la SAM

Une cinquantaine de travailleurs de la SAM sont allés voir Le Provençal, le journal de Gaston Defferre, mercredi matin, pour expliquer leur lutte. Après avoir reçu l'engagement de la rédaction à publier un article sur leur lutte, ceux de la SAM ont pu lire le lendemain, sous le titre: «Terrin, accord conclu» que «cette information permet d'entrevoir le devenir de la société Terrin dans un contexte extrêmement favorable». Précisons que depuis lundi 9 avril, la municipalité de Marseille et le patronat régional ont invité la presse nationale et internationale à faire une «radioscopie» de l'économie régionale. Il paraît que tout va pour le mieux. Les difficultés de la réparation navale, la répression des luttes à la Solmer, le rejet du plan de licenciement par l'intersyndicale de Coder, la lutte des CET et lycées contre l'avenir de chômage, Le Provençal n'en tient pas compte.

● Postiers de Saint-Malo: grève les 16 et 17 avril

Les postiers de la Recette principale de Saint-Malo ont déposé un préavis de grève pour les 16 et 17 avril. Cela concerne les services distribution et acheminement. Les 60 postiers revendiquent en particulier trois personnes supplémentaires à la distribution mais aussi du matériel pour tous les services du Bureau, une ventilation à l'ouverture des sacs et du matériel pour faire le ménage, la femme qui en est chargée ne disposant que d'un balai et d'une serpillière.

Révolte de permissionnaires

Dans la nuit de jeudi à vendredi, un train de permissionnaires amène d'Allemagne à Paris 1 500 militaires du contingent. A Strasbourg, ils apprennent que le train risque d'avoir du retard, des soufflets ayant été déconnectés. Premier retard à Châlons. A Epemay, panne de machine. Cette fois, le train est bloqué pendant trois heures. Nombre de permissionnaires rateront leur correspondance à Paris. Alors la colère explose: les banquettes sont éventrées, les filets arrachés, les lavabos descollés et passés par les fenêtres. Quand le train arrive gare de l'Est, la police militaire et 200 gendarmes mobiles attendent les permissionnaires. Pendant une heure, appelés et flics seront face à face, avant que les militaires puissent partir: il n'y a pas eu d'arrestation. La SNCF ayant porté

plainte, l'affaire risque d'avoir des suites dans les casernes.

Dès vendredi matin, la police militaire a ouvert une enquête pour chercher les «meneurs».

Cette révolte met en lumière les conditions déplorables dans lesquelles est organisé le transport des soldats en permission. Des convois militaires bondés, souvent des machines vétustes, une grande lenteur: les convois devant céder la priorité aux autres trains, il peut arriver qu'un convoi, même en dehors de tout incident, s'arrête une heure ou plus, parfois en pleine nature, pour dégager la voie. Pour ceux qui vont loin, c'est une nuit passée dans une gare à attendre une correspondance, autant de temps volé sur la permission. Cette fois, la goutte d'eau a fait déborder le vase.

Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser de la malencontreuse erreur qui nous a fait écrire à la Une de notre édition d'hier, que les «hauts-fonctionnaires de la Solmer occupaient toujours la salle des hauts-fourneaux». Une telle action ne peut être le fait des commis de l'Etat bourgeois, mais bien évidemment des travailleurs, les hauts-fournistes en l'occurrence